

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2155

4 septembre 2013

SOMMAIRE

Acahualinca Holding S.à r.l.	103399	Square Meter S.A.	103438
G Invest S.A.	103433	Steffen Traiteur S.à r.l.	103399
Hôtel des Ducs S.à r.l.	103399	Stemar S.à r.l.	103399
Projects Challenges and Services	103394	Stöpler Luxembourg S.A.	103402
Rainbow Strategies S.A.	103402	Stradivari Advisors S.A.	103400
Reden S.à r.l.	103394	Stradivari Advisors S.A.	103394
Redevco Prime Luxembourg S.A.	103437	Substantial Services S.à r.l.	103402
Reilux Sàrl	103395	Sun Investments	103402
Reilux Sàrl	103403	Supercristal de Luxe	103398
Rent a Travelvan S.à r.l.	103395	Sustainable Energy One S.A.	103398
Research Invest Protocol S.A.	103395	Swiss Re Finance (Luxembourg) S.A. ...	103400
Richfield S.A.	103395	Syneco S.à r.l.	103438
Roof Russia DPR Finance Company S.A.	103394	TELL S.A.	103418
Rosorio Investments S.à r.l.	103396	Templar S.A.	103399
Rosorio Investments S.à r.l.	103396	The Coffee S.à r.l.	103439
Rozier S.à r.l.	103394	Thicclair Investments S.A.	103401
RREEF Moroccan Explorer I S.A., SICAR	103396	Thiellen Fleurs et Déco S.à r.l.	103400
RREP Luxembourg S.à r.l.	103404	Threestones Capital Management S.A. .	103398
RREP Luxembourg S.à r.l.	103397	Tintean S.A.	103401
RREP ZWEI S.à r.l.	103418	TPG Growth -Yahtzee S.à r.l.	103434
Safami Delta Investments S.A.	103399	TPG Yahtzee Holding S.à r.l.	103419
Safer Holdings S. à r.l.	103397	Trade Receivables Investment Vehicle Sàrl	103440
Safer Investments S.à r.l.	103397	Trentelacs S.A.	103428
Santa Clara Investments	103423	Trident Participations S.A.	103401
Santé S.A.	103397	Trius Investments S.à r.l.	103431
Sapient Asia Holdings Luxembourg S. à r.l.	103397	Trois I, Investissements Industriels Inter- nationaux S.A.	103439
Schwarz Wald Luxembourg S.à r.l.	103403	Tyrus Capital Event S.à r.l.	103402
Secapital S.à r.l.	103396	Tyrus Capital Opportunities S.à r.l.	103403
Select Invest S.à r.l.	103422	Universal Strategy Fund	103440
SF (Lux) SICAV 2	103404	Vepha Holding S.A.	103400
Socicare S.à r.l.	103398	Vignes et Terroirs	103401
Société de Participations FILUNOR	103398	Wazzamba SA	103436
Spotify Technology S.A.	103426	Win Invest-SPF	103440

Projects Challenges and Services, Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 49, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 115.858.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2013097219/10.

(130117783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Reden S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 282, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 109.343.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Eddy Perrier
Gérant

Référence de publication: 2013097224/11.

(130117526) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Roof Russia DPR Finance Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 168.853.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2013097226/10.

(130117708) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Rozier S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 131.458.

Les comptes annuels pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013097227/11.

(130117959) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Stradivari Advisors S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6743 Grevenmacher, 6, rue Kummert.
R.C.S. Luxembourg B 106.766.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Grevenmacher.
Carlo GOEDERT
Notaire

Référence de publication: 2013097305/12.

(130117550) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Reilux Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5445 Schengen, 1E, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 81.026.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 66758 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013097233/10.

(130117132) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Rent a Travelvan S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7526 Mersch, 5, rue J.-W. Leonard.

R.C.S. Luxembourg B 167.383.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013097235/10.

(130117318) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Richfield S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 60.339.

La FIDUCIAIRE DU KIEM S.à r.l., en sa qualité de domiciliataire, dénonce avec effet immédiat la convention de domiciliation conclue avec la société anonyme RICHFIELD S.A., ayant son siège social au 24, rue des Genêts, L-1621 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 60339.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013097236/10.

(130117099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Research Invest Protocol S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 32.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 142.102.

Il est porté à la connaissance du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg et afin de mettre à jour les informations inscrites auprès de celui-ci:

- que Monsieur Patrick Goldschmidt, né à Luxembourg le 2 février 1970 avec adresse au 13, Rue Arthur Herchen, L-1727 Luxembourg est le représentant permanent de la société Nationwide Management S.A. inscrite au numéro RCS B 99746 et ayant son siège social suite à son transfert de siège intervenu le 16 décembre 2012 au 12D Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg, et ce à partir du 15 avril 2013.

- que Monsieur Jean-Bernard Zeimet, né à Luxembourg le 05 mars 1953 avec adresse au 51, Rue de Merl, L-2146 Luxembourg est le représentant permanent de la société Tyndall Management S.A. inscrite au numéro RCS B 99747 et ayant son siège social suite à son transfert de siège intervenu le 16 décembre 2012 au 12D Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg, et ce à partir du 15 avril 2013.

- que Monsieur Patrick Goldschmidt, né à Luxembourg le 2 février 1970 avec adresse au 13, Rue Arthur Herchen, L-1727 Luxembourg est le représentant permanent de la société Alpmann Management S.A. inscrite au numéro RCS B 99739 et ayant son siège social suite à son transfert de siège intervenu le 16 décembre 2012 au 12D Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg, et ce à partir du 15 avril 2013.

Luxembourg, le 15 avril 2013.

Pour Research Invest Protocol S.A.

Référence de publication: 2013097225/24.

(130117505) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Rosorio Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 145.441.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ROSORIO INVESTMENTS S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013097238/11.

(130117964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Rosorio Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 145.441.

Extrait des décisions prises par les associés en date du 7 juin 2013

1. M. Philippe TOUSSAINT a démissionné de son mandat de gérant de catégorie A.
2. Mme Mounira MEZIADI a démissionné de son mandat de gérante de catégorie B.
3. M. Donovan ANDRE, administrateur de sociétés, né le 21 janvier 1986 à Virton (Belgique), demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant de catégorie B pour une durée indéterminée.
4. Le nombre de gérants a été diminué de quatre (4) à trois (3).

Luxembourg, le 12.07.2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour ROSORIO INVESTMENTS S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013097239/18.

(130118030) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

RREEF Moroccan Explorer I S.A., SICAR, Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 123.841.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un Mandataire

Référence de publication: 2013097240/11.

(130118099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Secapital S.à.r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 108.305.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 juillet 2013.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2013097274/14.

(130117242) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Safer Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 132.562.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Safer Investments S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013097247/11.

(130117344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

RREP Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 450.000,00.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 148.029.

Les comptes annuels au 30 septembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013097244/11.

(130118153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Santé S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 94.911.

L'adresse de Pià Corrado, représentant permanent de l'administrateur DeA Capital Investments S.A., se situe désormais au 21, via Brera, 20121 Milan, Italie.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juillet 2013.

Référence de publication: 2013097248/11.

(130117226) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Sapient Asia Holdings Luxembourg S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 145.138.

Le Bilan arrêté au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2013097249/10.

(130117769) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Safer Holdings S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 132.560.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Safer Holdings S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013097246/11.

(130117383) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Société de Participations FILUNOR, Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 15, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 6.739.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOCIETE DE PARTICIPATIONS FILUNOR

Société Anonyme

Référence de publication: 2013097255/11.

(130117541) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Socicare S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 22, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 132.561.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Socicare S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013097256/11.

(130117311) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Supercristal de Luxe, Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 161.298.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2013097262/10.

(130117966) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Sustainable Energy One S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 2, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 164.048.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 juillet 2013.

Référence de publication: 2013097264/10.

(130117256) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Threestones Capital Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 146.773.

EXTRAIT

Il résulte d'un changement d'adresse que Monsieur SPARACO Francesco et Monsieur PERIN Giovanni, respectivement administrateurs et président de la société sont désormais domiciliés professionnellement au 14, rue Beck à L-1222 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013097316/12.

(130117887) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Templar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 95.647.

Les comptes annuels, les comptes de Profits et Pertes ainsi que les Annexes de l'exercice clôturant en date du 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Organe de Gestion

Référence de publication: 2013097327/11.

(130117901) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Safami Delta Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8041 Strassen, 65, rue des Romains.
R.C.S. Luxembourg B 139.690.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013097268/10.

(130117773) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Steffen Traiteur S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8410 Steinfort, 8, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 98.506.

Le bilan au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11/07/2013.

Référence de publication: 2013097303/10.

(130117520) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

**Stemar S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle,
(anc. Hôtel des Ducs S.à r.l.).**

Siège social: L-1130 Luxembourg, 12, rue d'Anvers.
R.C.S. Luxembourg B 40.915.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour STEMAR S.à r.l.

Fiduciaire des Classes Moyennes

Référence de publication: 2013097304/11.

(130117371) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Acahualinca Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-7257 Walferdange, 2, Millewee.
R.C.S. Luxembourg B 142.187.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Walferdange.

Pour la société

Référence de publication: 2013097441/12.

(130118854) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Thiellen Fleurs et Déco S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7570 Mersch, 117, rue Nic Welter.

R.C.S. Luxembourg B 156.368.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Thiellen-Mathes Laurence

La gérante

Référence de publication: 2013097315/11.

(130117321) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Stradivari Advisors S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6743 Grevenmacher, 6, rue Kummert.

R.C.S. Luxembourg B 106.766.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 juillet 2013.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2013097325/14.

(130117550) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Swiss Re Finance (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 181.200,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 90.713.

Les comptes annuels rectifiés au 31 décembre 2012 (rectificatif des comptes déposés en date du 17 mai 2013 sous la référence L130078966) ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Swiss Re Finance (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013097265/11.

(130117633) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Vepha Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 173.258.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration du 21 juin 2013

- La démission de Monsieur Fabio GASPERONI, Administrateur, est acceptée.
- Monsieur Diaudécy BONHOMME, employé privé, domicilié professionnellement au 412F, route d'Esch, L- 2086 Luxembourg, est coopté en tant qu'Administrateur en remplacement de Monsieur Fabio GASPERONI, démissionnaire. Il terminera le mandat de son prédécesseur, mandat venant à échéance lors de l'Assemblée Générale de l'an 2018. La cooptation de Monsieur Diaudécy BONHOMME sera ratifiée à la prochaine Assemblée.

Fait à Luxembourg, le 21 juin 2013.

Certifié sincère et conforme

VEPHA HOLDING S.A.

I. SCHUL / J.-H. DOUBET

Administrateur / Administrateur et Président du Conseil d'Administration

Référence de publication: 2013097361/18.

(130116949) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Thicclair Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 16, rue Jean l'Aveugle.

R.C.S. Luxembourg B 156.508.

I. Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue exceptionnellement le 12 juillet 2013 que:

- La démission de Monsieur Francesco ABBRUZZESE en sa qualité d'administrateur de la Société avec effet immédiat a été acceptée;

- La décision a été prise de nommer avec effet immédiat Monsieur Marc LIBOUTON, né le 19 février 1971 à Libramont (Belgique), demeurant professionnellement au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, en qualité d'administrateur dont le mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en l'an 2015.

II. Changement d'adresse

La Société a été informée du changement d'adresse de Monsieur Alexandre BARDOT, administrateur, qui aura désormais son adresse professionnelle au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Le 12 juillet 2013.

Référence de publication: 2013097330/19.

(130118008) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Tintean S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 154.630.

Les comptes annuels, les comptes de Profits et Pertes ainsi que les Annexes de l'exercice clôturant en date du 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Organe de Gestion

Référence de publication: 2013097333/11.

(130117900) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Trident Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 149.283.

Les comptes annuels, les comptes de Profits et Pertes ainsi que les Annexes de l'exercice clôturant en date du 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Organe de Gestion

Référence de publication: 2013097341/11.

(130117943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Vignes et Terroirs, Société Anonyme.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 4-6, rue du Fort Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 130.299.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juillet 2013.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013097365/13.

(130117609) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Substantial Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 77.186.

Il est porté à la connaissance du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg et afin de mettre à jour les informations inscrites auprès de celui-ci:

- que le siège social du gérant NATIONWIDE MANAGEMENT S.A. société inscrite au numéro RCS B 99746 est situé, suite à son transfert de siège du 16 décembre 2012 au 12D Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg.

Luxembourg, le 15 avril 2013.

Pour SUBSTANTIAL SERVICES S.A R.L.

Référence de publication: 2013097307/14.

(130117509) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Stöpler Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8059 Bertrange, 3, Grevelsbarrière.

R.C.S. Luxembourg B 110.601.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013097306/10.

(130117319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Sun Investments, Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 79.438.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juillet 2013.

Référence de publication: 2013097309/10.

(130117120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Tyrus Capital Event S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 975.000,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 160.470.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2013097320/10.

(130117998) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Rainbow Strategies S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 82.416.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale extraordinaire des actionnaires de la société tenue en date du 11 juillet 2013 que:

- Le siège social de la Société a été transféré du 16 Boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg au 10, rue Nicolas Adames, L1114 Luxembourg.

- Maître Marianne GOEBEL et Maître Charles DURO et Maître Karine MASTINU tous les trois demeurant professionnellement à L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle ont été élus aux fonctions d'administrateur de la société en remplacement de Madame Elise LETHUILLIE, Monsieur Sidney BOUVIER et Monsieur Reinald LOUTSCH, tous les trois démissionnaires.

Les mandats d'administrateur prendront fin lors de l'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires de la société qui se tiendra en 2018.

- La Fiduciaire Grand-Ducale S.A., ayant son siège social au 60, avenue de la Faïencerie L-1510 Luxembourg, a été élue aux fonctions de commissaire aux comptes, en remplacement de la société HRT Révision S.A., démissionnaire.

Son mandat de commissaire aux comptes prendra fin lors de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de la société qui se tiendra en 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013097228/23.

(130117743) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Tyrus Capital Opportunities S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 525.000,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 160.468.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2013097321/10.

(130117977) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Schwarz Wald Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 132.533.

—
EXTRAIT

En date du 08.07.2013, l'associé unique de la Société a mis fin au mandat de Monsieur Jean-Paul Frisch en qualité de liquidateur de la Société, avec effet immédiat.

Référence de publication: 2013097250/11.

(130117467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Reilux Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5445 Schengen, 1E, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 81.026.

Im Jahre zweitausendunddreizehn, den ersten Juli.

Vor dem unterzeichneten Notar Joseph ELVINGER, mit Amtssitz in Luxemburg.

Ist erschienen:

Herr Martin REINERT, wohnhaft in D-66693 Weiten, (Deutschland), Rundweg 3.

Der Erschienene ist alleiniger Gesellschafter der REILUX S.à r.l., einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Gesellschaftssitz in L-5485 Wormeldange-Haut, 2, Zone Industrielle Op Tomm 2, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter Nummer B 81026, gegründet am 31. Januar 2001, durch Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nummer 868 vom 11. Oktober 2001.

Der Erschienene bat den Notar folgende Beschlüsse urkundlich aufzunehmen:

Erster Beschluss

Der alleinige Gesellschafter beschließt, den Sitz der Gesellschaft nach L-5445 Schengen, 1E, route du Vin zu verlegen.

Zweiter Beschluss

Zwecks Anpassung der Satzung an den hiervor genommenen Beschluss beschließt der alleinige Gesellschafter, Artikel 5. der Satzung abzuändern um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

“ **Art. 5.** Der Sitz des Gesellschaft ist in Schengen.
[...].“

Kosten

Die Auslagen, Arbeitsaufwand oder Kosten der Gesellschaft für die vorliegende Urkunde belaufen sich auf ungefähr achthundert Euro (800.-EUR).

Worüber Urkunde, aufgenommen und abgeschlossen in Luxemburg zum oben genannten Datum.

Nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Komparenten, unterzeichnete derselbe mit dem amtierenden Notar die vorliegende Urkunde.

Signé: M. REINERT, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 3 juillet 2013. Relation: LAC/2013/30826.

Reçu soixante quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Référence de publication: 2013097232/34.

(130117123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

RREP Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 450.000,00.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 148.029.

Les comptes annuels au 30 septembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013097243/11.

(130118152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

SF (Lux) SICAV 2, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 101.287.

Im Jahre zweitausendunddreizehn, den elften Juni.

Vor dem Unterzeichneten, Maître Henri HELLINCKX, Notar mit dem Amtssitz in Luxemburg.

Fand eine außerordentliche Hauptversammlung der Aktionäre von "SF (Lux) SICAV 2", mit Gesellschaftssitz in L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy, gegründet durch Urkunde des Notars Jacques Delvaux, mit dem Amtssitz in Luxemburg, am 14. Juni 2004, welche im Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (das "Mémorial") Nummer 649 vom 25. Juni 2004 veröffentlicht wurde, statt.

Die Versammlung fand unter dem Vorsitz von Herrn Benjamin Wacker, Bankangestellter, berufsansässig in Luxemburg.

Der Vorsitzende bestimmte zur Sekretärin und die Versammlung ernennt zur Stimmentzählerin Frau Norma Christmann, Bankangestellte, berufsansässig in Luxemburg.

Nachdem das Sekretariat auf diese Weise gebildet wurde, erklärte und beauftragte der Vorsitzende den Notar folgendes festzustellen:

Sodann gab die Vorsitzende folgende Erklärungen ab:

I.- Die anwesenden oder vertretenen Aktieninhaber und die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien sind auf einer Anwesenheitsliste, unterschrieben von den Aktieninhabern oder deren Bevollmächtigte, dem Versammlungsbüro und dem unterzeichneten Notar, aufgeführt. Die Anwesenheitsliste bleibt gegenwärtiger Urkunde beigefügt um mit derselben einregistriert zu werden.

II.- Die gegenwärtige Generalversammlung wurde einberufen durch Einladungen mit der hiernach angegebenen Tagesordnung, veröffentlicht im Mémorial C und in den Tageszeitungen Tageblatt und Luxemburger Wort vom 10. und 27 Mai 2013.

III.- Die Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

I. Änderungen der Satzung

1. Ersetzung jeglicher Bezugnahme in der Satzung auf das Luxemburger Gesetz vom 20. Dezember 2002 durch Bezugnahme auf das Gesetz vom 17. Dezember 2010.

2. Einfügen eines neuen vorletzten Absatzes in Artikel 8 der Satzung mit folgendem Wortlaut:

"Falls der Wert des Anteils einer Aktienklasse am Gesamtnettovermögenswert eines Subfonds unter eine Grösse gefallen ist oder eine Grösse nicht erreicht hat, die vom Verwaltungsrat als für eine wirtschaftlich effiziente Verwaltung einer Aktienklasse erforderliche Mindestgrösse bestimmt wurde, kann der Verwaltungsrat beschliessen, dass alle Aktien dieser Klasse an einem durch den Verwaltungsrat festgelegten Geschäftstag gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückzunehmen sind. Aus dieser Rücknahme werden den Anlegern der betroffenen Klasse sowie des betroffenen Subfonds keine Mehrkosten oder sonstigen finanziellen Nachteile erwachsen."

3. Einfügen der an die Verwaltungsgesellschaft zu zahlenden Gebühr in Artikel 10 der Satzung.

4. Austausch der Referenz auf die Richtlinie 85/611/EG durch Bezugnahme auf die Richtlinie 2009/65/EG in Artikel 17, 1. der Satzung.

5. Abänderung von Artikel 18 der Satzung, um den Verwaltungsrat zu ermächtigen eine Verwaltungsgesellschaft zu ernennen. Der neue Wortlaut von Artikel 18 lautet wie folgt:

" Art. 18. Anlageberater / Portfoliomanager / Verwaltungsgesellschaft. Der Verwaltungsrat kann eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen zum Anlageberater sowie Portfoliomanager ernennen. Der Anlageberater hat die Aufgabe, die Gesellschaft bei der Anlage des Gesellschaftsvermögens umfassend mit Empfehlungen zu unterstützen. Er ist nicht befugt, selbstständig Anlageentscheide zu fällen oder Anlagen zu tätigen. Der Portfoliomanager wird mit der Anlage des Gesellschaftsvermögens beauftragt.

Der Verwaltungsrat kann eine Verwaltungsgesellschaft im Sinne von Kapitel 15 des Gesetzes von 2010 ernennen."

6. Einfügen einer Referenz auf die Verwaltungsgesellschaft in Artikel 19 der Satzung über Interessenkonflikte.

7. Änderung des Datums der ordentlichen Generalversammlung auf den 23. Oktober jedes Jahres und entsprechende Abänderung von Artikel 23 der Satzung sowie Streichung der Angabe über das Datum der ersten Generalversammlung.

8. Einfügen eines Verweises auf die Auflösung von Aktienklassen und Streichung des Euro-Betrags, der bisher als Orientierung für die Auflösung von Teilfonds und Aktienklassen diente, im ersten Absatz von Artikel 25.

9. Änderung des zweiten Absatzes im Abschnitt "Zusammenlegung" in Artikel 25 über die Benachrichtigung von Aktionären über die Zusammenlegung von Subfonds wie folgt:

"Den Aktionären wird der betreffende Beschluss gemäss der im Gesetz von 2010 enthaltenen diesbezüglichen Vorschriften sowie jeder Durchführungsverordnung bekanntgemacht. Die von der Zusammenlegung betroffenen Aktionäre sind während eines Monats nach Mitteilung über den betreffenden Beschluss berechtigt, die Rücknahme aller oder eines Teils ihrer Aktien zum gültigen Nettoinventarwert (ohne Rücknahmeabschlag oder sonstigen administrativen Gebühr) zu verlangen."

10. Zusätzliche kleinere Änderungen in Bezug auf, unter anderem, die konsistente Verwendung von definierten Begriffen.

11. Verschiedenes.

IV.- Aus der vorbezeichneten Anwesenheitsliste geht hervor, dass von den 8.086.155 sich im Umlauf befindenden Aktien, 10 Aktien anlässlich der gegenwärtigen Generalversammlung, vertreten sind.

Der Vorsitzende teilt der Versammlung mit, dass eine erste außerordentliche Generalversammlung mit derselben Tagesordnung für den 2. Mai 2013 einberufen worden war und dass diese Generalversammlung nicht beschlussfähig war, da die notwendige Anwesenheitsquote nicht erreicht war.

Gegenwärtige Generalversammlung ist gemäß Artikel 67-1 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften beschlussfähig, gleich wie viele Anteile anwesend oder vertreten sind.

Alsdann fasst die Generalversammlung einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschließt in der gesamten Satzung jegliche Bezugnahme auf das Luxemburger Gesetz vom 20. Dezember 2002 durch Bezugnahme auf das Gesetz vom 17. Dezember 2010 zu ersetzen.

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt einen neuen vorletzten Absatzes in Artikel 8 der Satzung mit folgendem Wortlaut einzufügen:

"Falls der Wert des Anteils einer Aktienklasse am Gesamtnettovermögenswert eines Subfonds unter eine Grösse gefallen ist oder eine Grösse nicht erreicht hat, die vom Verwaltungsrat als für eine wirtschaftlich effiziente Verwaltung einer Aktienklasse erforderliche Mindestgrösse bestimmt wurde, kann der Verwaltungsrat beschliessen, dass alle Aktien dieser Klasse an einem durch den Verwaltungsrat festgelegten Geschäftstag gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückzunehmen sind. Aus dieser Rücknahme werden den Anlegern der betroffenen Klasse sowie des betroffenen Subfonds keine Mehrkosten oder sonstigen finanziellen Nachteile erwachsen."

Dritter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt Artikel 10 der Satzung abzuändern um ihm fortan den Wortlaut zu geben wie im neunten Beschluss ausführlich beschrieben wird.

Vierter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt Artikel 17.1 der Satzung abzuändern um ihm fortan den Wortlaut zu geben wie im neunten Beschluss ausführlich beschrieben wird.

Fünfter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt Artikel 18 der Satzung abzuändern um ihm fortan den Wortlaut zu geben wie im neunten Beschluss ausführlich beschrieben wird.

Sechster Beschluss

Die Generalversammlung beschließt Artikel 19 der Satzung abzuändern um ihm fortan den Wortlaut zu geben wie im neunten Beschluss ausführlich beschrieben wird.

Siebter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt das Datum der ordentlichen Generalversammlung auf den 23. Oktober jedes Jahres zu ändern sowie die Angabe über das Datum der ersten Generalversammlung in Artikel 23 zu streichen. Artikel 23 wird fortan den Wortlaut haben wie im neunten Beschluss ausführlich beschrieben wird.

Achter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt Artikel 25 der Satzung abzuändern um ihm fortan den Wortlaut zu geben wie im neunten Beschluss ausführlich beschrieben wird.

Neunter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt zusätzliche kleinere Änderungen in Bezug auf, unter anderem, die konsistente Verwendung von definierten Begriffen in der Satzung vorzunehmen.

Die Satzung der Gesellschaft wird fortan folgenden Wortlaut haben:

A. Name, Sitz, Dauer und Gesellschaftszweck

Art. 1. Name. Es besteht eine Investmentgesellschaft mit variablem Kapital («société d'investissement à capital variable» oder «SICAV») unter dem Namen SF (Lux) Sicav 2.

Art. 2. Sitz. Der Gesellschaftssitz befindet sich in Luxemburg-Stadt, Grossherzogtum Luxemburg. Filialen, Tochtergesellschaften oder sonstige Niederlassungen können entweder im Grossherzogtum Luxemburg oder im Ausland entsprechend der Entscheidung des Verwaltungsrates eingerichtet werden.

Sofern der Verwaltungsrat die Feststellung trifft, dass aussergewöhnliche politische oder kriegerische Ereignisse stattgefunden haben oder unmittelbar bevorstehen, welche den gewöhnlichen Geschäftsverlauf der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Kommunikation mit Niederlassungen oder Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Sitz zeitweilig in das Ausland verlagert werden, bis die aussergewöhnlichen Umstände geendet haben; solche provisorischen Massnahmen werden auf die Staatszugehörigkeit der Gesellschaft keinen Einfluss haben; die Gesellschaft wird eine luxemburgische Gesellschaft bleiben.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Zeit errichtet.

Art. 4. Gesellschaftszweck. Ausschliesslicher Zweck der Gesellschaft ist die Anlage in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten nach dem Grundsatz der Risikostreuung und mit dem Ziel, den Aktionären die Erträge aus der Verwaltung des Gesellschaftsvermögens zukommen zu lassen. Die Gesellschaft kann jegliche Massnahmen ergreifen und Transaktionen ausführen, welche sie für die Erfüllung und Förderung dieses Gesellschaftszweckes für nützlich erachtet und zwar im weitesten Sinne entsprechend dem Teil I des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen (das "Gesetz von 2010").

B. Gesellschaftskapital, Aktien, Nettoinventarwert

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das Kapital der Gesellschaft ist in volleingezahlte Aktien ohne Nennwert eingeteilt und entspricht jederzeit dem Wert des in Absatz 7 definierten Gesamtnettovermögens gemäss Artikel 10 dieser Satzung («Gesamtnettovermögenswert»).

Gemäss Artikel 7 ausgegebene Aktien können je nach Beschluss des Verwaltungsrates in verschiedene Aktienklassen gegliedert werden.

Der Verwaltungsrat kann innerhalb eines Subfonds Aktienklassen mit spezifischen Merkmalen ausgeben, zum Beispiel mit (i) einer spezifischen Ausschüttungspolitik, wie ausschüttende oder kapitalisierende Aktien oder (ii) einer spezifischen Kommissionsstruktur betreffend Ausgabe und Rücknahme oder (iii) einer spezifischen Kommissionsstruktur betreffend Anlage- oder Beratungsgebühr oder (iv) mit verschiedenen Rechnungswährungen sowie mit anderen spezifischen Merkmalen, welche zu gegebener Zeit durch den Verwaltungsrat festgelegt werden.

Der Verwaltungsrat wird für jede Aktienklasse oder für mehrere Aktienklassen Vermögenseinheiten als Subfonds («compartiments») im Sinne des Artikels 181 des Gesetzes von 2010 bilden.

Das Gründungskapital beträgt 300.000,- EUR (dreihunderttausend euro) und ist in dreitausend (3.000) Aktien ohne Nennwert eingeteilt, welche dem Subfonds SF (LUX) SICAV 2 - Global Protected Active Allocation (EUR) und der Aktienklasse «I» angehören. Die Mittelzuflüsse aus der Ausgabe jedes Subfonds werden in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten angelegt entsprechend der für den jeweiligen Subfonds durch den Verwaltungsrat festgelegten Anlagepolitik und im Einklang mit den durch das Gesetz oder durch Beschluss des Verwaltungsrates festgelegten Anlagebeschränkungen.

Das Mindestkapital der Gesellschaft beträgt EUR 1.250.000,- (eine Million zweihundertfünfzigtausend); dieser Betrag ist innerhalb von sechs Monaten ab dem Tag der Zulassung der Gesellschaft durch die Aufsichtsbehörde zu erreichen.

Um das Kapital der Gesellschaft zu bestimmen, wird das Nettovermögen, welches einem Subfonds zuzurechnen ist, falls es nicht in EUR ausgedrückt ist, in EUR umgerechnet und das Gesellschaftskapital entspricht jederzeit der Gesamtheit der Nettovermögen sämtlicher Subfonds («Gesamtnettovermögen»).

Art. 6. Aktien. Der Verwaltungsrat bestimmt, ob die Gesellschaft Aktien als Namensaktien oder in Inhaberform ausgeben wird. Falls Inhabertifikate einer Aktienklasse eines Subfonds ausgegeben werden, legt der Verwaltungsrat die entsprechende Stückelung fest. Aktienzertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben. Eine oder beide dieser Unterschriften können gemäss Beschluss des Verwaltungsrates per Faksimile erstellt werden. Die Gesellschaft kann provisorische Aktienzertifikate in einer Form ausgeben, welche der Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit bestimmt.

Alle Namensaktien der Gesellschaft sind in das Aktienregister einzutragen, welches von der Gesellschaft oder von einer oder mehreren Personen für die Gesellschaft geführt wird. Dieses Aktienregister wird den Namen von jedem Inhaber von Namensaktien, seinen Wohnort oder eine sonstige mit der Gesellschaft vereinbarte Anschrift, die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien sowie deren Nummern und den Subfonds und die Aktienklasse dieser beinhalten. Jede Übertragung oder sonstiger Rechtsübergang einer Namensaktie ist in das Aktienregister einzutragen.

Die Eintragung in das Aktienregister belegt das Eigentum an den Namensaktien. Die Gesellschaft bestimmt, ob ein Zertifikat über die Eintragung ausgestellt wird, oder ob der Aktionär eine schriftliche Aktienbestätigung erhält.

Die Übertragung von Namensaktien erfolgt durch Übergabe des Aktienzertifikats oder der Aktienzertifikate (falls solche ausgestellt wurden) an die Gesellschaft zusammen mit anderen Urkunden, welche der Gesellschaft in ausreichender Weise die Übertragung belegen, oder durch eine Übertragungserklärung, welche im Aktienregister eingetragen und vom Übertragenden und vom Empfänger oder von Personen, welche hierfür Vollmacht haben, unterzeichnet und datiert werden.

Falls eine Aktie auf den Namen von mehreren Personen eingetragen ist, gilt der erste im Register eingetragene Aktionär als Bevollmächtigter sämtlicher anderer Miteigner und ist als einziger berechtigt, Mitteilungen seitens der Gesellschaft zu erhalten.

Im Fall von Inhaberaktien ist die Gesellschaft berechtigt, den Inhaber und, im Fall von Namensaktien, die Person, auf deren Namen die Aktien im Aktienregister eingetragen sind, als den vollberechtigten Eigentümer der Aktien anzusehen. Die Gesellschaft kann im Rahmen sämtlicher, diese Aktien betreffenden Massnahmen ausschliesslich den vorerwähnten, keinesfalls aber dritten Personen gegenüber verpflichtet werden. Sie ist befugt, alle Rechte, Interessen oder Ansprüche von anderen als den in Satz 1 erwähnten Personen hinsichtlich dieser Aktien als nicht bestehend anzusehen; dies schliesst jedoch nicht das Recht einer dritten Personen aus, die ordnungsgemässe Eintragung einer Namensaktie oder eine Änderung dieser Eintragung zu verlangen.

Falls ein Aktionär keine Adresse angibt, wird dies im Aktienregister vermerkt und als Adresse dieses Aktionärs gilt dann der Geschäftssitz der Gesellschaft oder eine andere von der Gesellschaft ins Aktienregister eingetragene Adresse, und dies so lange, bis dieser Aktionär der Gesellschaft eine andere Adresse angegeben hat. Der Aktionär kann jederzeit die im Aktienregister eingetragene Adresse abändern lassen. Dies geschieht durch schriftliche Benachrichtigung der Gesellschaft an deren Gesellschaftssitz oder an eine Adresse, welche von Zeit zu Zeit von der Gesellschaft bestimmt wird.

Falls ein Aktionär der Gesellschaft hinlänglich nachweist, dass sein(e) Aktienzertifikat(e) verlegt, gestohlen oder vernichtet worden ist/sind, erhält er auf Verlangen und unter Beachtung der von der Gesellschaft festgelegten Bedingungen welche allenfalls Sicherheiten vorsehen, eine Zweitausfertigung seines/seiner Aktienzertifikate(/s). Insofern es durch die anwendbaren Gesetze vorgeschrieben oder erlaubt ist und so wie es die Gesellschaft unter Berücksichtigung dieser Gesetze festgelegt hat, können diese Bedingungen eine von einer Versicherungsgesellschaft abgeschlossene Versicherung einschliessen. Bei der Ausgabe von neuen Aktienzertifikaten, auf welchen vermerkt werden muss, dass es sich um Zweitausfertigungen handelt, wird/werden die Originalurkunde(n), für welche die neue(n) Urkunde(n) ausgestellt wird/werden, ungültig.

Beschädigte Aktienzertifikate können auf Anweisung der Gesellschaft gegen neue Aktienzertifikate ausgetauscht werden. Die beschädigten Zertifikate werden der Gesellschaft übergeben und unmittelbar annulliert.

Die Gesellschaft kann nach freiem Ermessen den Aktionär mit den Kosten der Zweitausfertigung oder des neuen Aktienzertifikats und mit den Kosten belasten, welche der Gesellschaft bei Ausgabe und Registrierung dieser Zertifikate oder im Zusammenhang mit der Vernichtung der alten Zertifikate entstanden sind.

Die Gesellschaft kann Aktienbruchteile ausgeben. Aktienbruchteile geben kein Stimmrecht, berechtigen aber zur Teilnahme an den Erträgen des entsprechenden Subfonds oder der entsprechenden Aktienklasse auf einer Proratabasis. Für Inhaberaktien werden ausschliesslich Aktienzertifikate über ganze Aktien ausgegeben.

Art. 7. Ausgabe von Aktien. Der Verwaltungsrat ist jederzeit in vollem Umfang berechtigt, neue Aktien auszugeben, ohne jedoch den bestehenden Aktionären Vorzugsrechte hinsichtlich der Zeichnung der neuen Aktien zu gewähren.

Die Ausgabe von Aktien erfolgt grundsätzlich an jedem vom Verwaltungsrat gemäss Artikel 10 dieser Satzung festgelegten Bewertungstag. Ausgabepreis für eine Aktie ist der für jeden Subfonds und jede entsprechende Aktienklasse gemäss Artikel 10 ermittelte Nettovermögenswert pro Aktie («Nettoinventarwert»), zuzüglich der für den jeweiligen Subfonds und die jeweilige Aktienklasse festgelegten Kosten und Provisionen. Der Ausgabepreis ist innerhalb einer vom Verwaltungsrat festzulegenden Frist von nicht mehr als acht Tagen nach dem entsprechenden Bewertungstag zahlbar.

Der Verwaltungsrat kann in seinem eigenen Ermessen vollständige oder teilweise Naturalzeichnungen akzeptieren. In diesem Fall muss die Sacheinlage im Einklang mit der Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen des jeweiligen Subfonds stehen. Ausserdem werden diese Anlagen durch den Abschlussprüfer der Gesellschaft geprüft. Die damit verbundenen Kosten gehen zu Lasten des Anlegers.

Der Verwaltungsrat kann die Häufigkeit der Aktienaussgabe für jeden Subfonds und jede Aktienklasse beschränken; insbesondere kann der Verwaltungsrat beschliessen, dass Aktien ausschliesslich innerhalb einer bestimmten Frist ausgegeben werden.

Der Verwaltungsrat behält sich das Recht vor, jeden Zeichnungsantrag ganz oder teilweise zurückzuweisen oder jederzeit und ohne vorherige Mitteilung die Ausgabe von Aktien von einem/r, mehreren oder allen Subfonds und Aktienklassen auszusetzen. Zahlungen auf nicht ausgeführte Zeichnungsanträge wird die Depotbank in solchen Fällen unverzüglich zurück erstatten.

Sollte die Ermittlung des Nettoinventarwertes eines Subfonds von der Gesellschaft auf Grund des Artikels 11 ausgesetzt werden, so werden während dieses Zeitraums keine Aktien des betreffenden Subfonds ausgegeben.

Zum Zweck der Ausgabe von neuen Aktien kann der Verwaltungsrat jedem Verwaltungsratsmitglied oder leitenden Angestellten der Gesellschaft oder jeder anderen ermächtigten Person die Aufgabe übertragen, die Zeichnung anzunehmen und Zahlung entgegenzunehmen sowie die Aktien auszuliefern.

Art. 8. Rücknahme und Konversion von Aktien. Jeder Aktionär der Gesellschaft kann die Gesellschaft auffordern, sämtliche oder einen Teil seiner Aktien an der Gesellschaft zurückzunehmen. In diesem Fall wird die Gesellschaft die Aktien, unter Berücksichtigung der vom Gesetz vorgesehenen Beschränkungen sowie unter dem Vorbehalt der in Artikel 11 dieser Satzung vorgesehenen Aussetzung der Rücknahme durch die Gesellschaft zurücknehmen. Die von der Gesellschaft zurückgenommenen Aktien werden annulliert.

Der Aktionär erhält einen Rücknahmepreis, welcher auf Grundlage des entsprechenden Nettoinventarwertes berechnet wird und zwar im Einklang mit dem Gesetz und den Vorschriften dieser Satzung und zu den vom Verwaltungsrat in den Verkaufsunterlagen festgelegten Bedingungen.

Ein Rücknahmegesuch muss durch den Aktionär in unwiderruflicher schriftlicher Weise am Geschäftssitz der Gesellschaft in Luxemburg oder bei Geschäftsstellen von einer von der Gesellschaft bestimmten Person (oder Institution) hinterlegt werden. Im Fall von Aktien, für welche Zertifikate ausgegeben wurden, müssen die Aktienzertifikate mit dem Rücknahmegesuch formgerecht eingehen, unter Beifügung etwaiger Erneuerungsscheine und sämtlicher nicht fälligen Gewinnanteilscheine (im Falle von Inhaberaktien) oder eines der Gesellschaft genügenden Nachweises der Übertragung oder des Überschreibens der Aktien, im Fall von Namensaktien.

Vom Nettoinventarwert kann eine Kommission zu Gunsten der Gesellschaft oder der Vertriebsstelle und ein weiterer Betrag abgezogen werden, welcher die geschätzten Kosten und Ausgaben ausmacht, die der Gesellschaft bei einer Realisierung von Vermögenswerten in der betroffenen Vermögensmasse entstehen könnten, um das Rücknahmegesuch zu finanzieren (diese Kommission, zusammen mit dem Schätzbetrag, darf nicht mehr als drei Prozent des Nettoinventarwertes betragen).

Der Rücknahmepreis ist in der Währung, auf welche die Aktien des betreffenden Subfonds lauten oder in einer anderen, gegebenenfalls vom Verwaltungsrat festgesetzten Währung innerhalb einer vom Verwaltungsrat festzulegenden Frist von nicht mehr als acht Tagen nach dem entsprechenden Bewertungstag bzw. nach dem Tag zu zahlen, an welchem die Aktienzertifikate und sonstigen eventuellen Übertragungsdokumente bei der Gesellschaft eingegangen sind, je nachdem, welches das spätere Datum ist, unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 11 dieser Satzung.

Bei massiven Rücknahmegesuchen kann der Verwaltungsrat der Gesellschaft beschliessen, ein Rücknahmegesuch erst dann abzurechnen, wenn ohne unnötige Verzögerung entsprechende Vermögenswerte der Gesellschaft verkauft worden sind.

Falls der Wert des Anteils einer Aktienklasse am Gesamtnettovermögenswert eines Subfonds unter eine Grösse gefallen ist oder eine Grösse nicht erreicht hat, die vom Verwaltungsrat als für eine wirtschaftlich effiziente Verwaltung einer Aktienklasse erforderliche Mindestgrösse bestimmt wurde, kann der Verwaltungsrat beschliessen, dass alle Aktien dieser Klasse an einem durch den Verwaltungsrat festgelegten Geschäftstag gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückzunehmen sind. Aus dieser Rücknahme werden den Anlegern der betroffenen Klasse sowie des betroffenen Subfonds keine Mehrkosten oder sonstige finanzielle Nachteile erwachsen.

Jeder Aktionär kann auf Antrag die Konversion aller oder eines Teils seiner Aktien eines bestimmten Subfonds in Aktien eines anderen Subfonds zu dem jeweiligen, für den betreffenden Subfonds festgelegten Nettoinventarwert beantragen. Der Nettoinventarwert wird durch gegebenenfalls anfallende Konversionskosten und durch Auf- und Abrunden,

entsprechend der Entscheidung des Verwaltungsrats, berichtet. Aktien einer bestimmten Aktienklasse eines Subfonds können nicht in eine andere Aktienklasse des gleichen oder eines anderen Subfonds konvertiert werden, es sei denn der Verwaltungsrat hätte eine andere Entscheidung getroffen, welche im Verkaufsprospekt beschrieben wird. Der Verwaltungsrat kann unter anderem im Hinblick auf die Häufigkeit der Konversionsgesuche Einschränkungen auferlegen und für die Konversion eine nach freiem Ermessen im Interesse der Gesellschaft festgelegte Gebühr in Rechnung stellen.

Art. 9. Beschränkungen. Die Gesellschaft kann das Eigentum an Aktien der Gesellschaft durch jede natürliche oder juristische Person beschränken oder verhindern, falls nach der Meinung der Gesellschaft ein solches Eigentum der Gesellschaft Schaden zufügen kann, oder falls er einen Verstoß gegen luxemburgische oder ausländische Gesetze oder Vorschriften bildet oder falls dadurch die Gesellschaft fremden Steuergesetzen unterworfen wird. Zu diesem Zweck kann die Gesellschaft:

a) es ablehnen Aktien auszugeben und es ablehnen im Aktienregister die Übertragung von Aktien einzutragen, falls es Anhaltspunkte gibt, dass eine solche Eintragung oder Übertragung dazu führt oder dazu führen kann, dass das rechtliche oder wirtschaftliche Eigentum dieser Aktien an Personen übertragen wird, welche vom Eigentum an Aktien ausgeschlossen sind oder Aktien in einem Umfang halten, der über einen bestimmten, vom Verwaltungsrat zu gegebener Zeit festzulegenden Prozentsatz am Gesellschaftskapital hinausgeht («nicht berechnete Personen»);

b) jederzeit von Personen, deren Namen im Aktienregister eingetragen sind oder welche die Eintragung einer Aktienübertragung im Aktienregister beantragen, eine durch eidesstattliche Erklärung unterlegte Auskunft verlangen, welche sie für erforderlich hält, um entscheiden zu können, ob die Aktien der betreffenden Person sich im wirtschaftlichen Eigentum einer nicht berechtigten Person befinden oder ob diese Eintragung zu dem wirtschaftlichen Eigentum dieser Aktien von einer nicht berechtigten Person führt; und

c) es ablehnen, bei einer Generalversammlung der Gesellschaft Stimmen einer nicht berechtigten Person anzuerkennen;

d) falls es für die Gesellschaft Anhaltspunkte gibt, dass eine nicht berechnete Person entweder allein oder zusammen mit anderen Personen wirtschaftlicher Eigentümer von Aktien ist, vom Aktionär zwangsweise sämtliche oder diejenigen Aktien, welche von diesem Aktionär für die nicht berechnete Person gehalten werden, zurückzunehmen oder falls eine nicht berechnete Person der wirtschaftliche Eigentümer von Aktien ist, zwangsweise vom Aktionär alle von diesem gehaltenen Aktien zurücknehmen. Dies geschieht in der folgenden Art und Weise:

(1) Die Gesellschaft stellt dem Aktionär, in dessen Besitz sich solche Aktien befinden oder der im Aktienregister als Inhaber der zu kaufenden Aktien aufgeführt ist, eine Mitteilung zu (welche im folgenden «Kauferklärung» genannt wird), in welcher die zu kaufenden Aktien aufgeführt sind, sowie die Berechnungsweise des Kaufpreises und der Name des Käufers.

Eine solche Mitteilung wird dem Aktionär durch Einschreiben an die letzte bekannte Adresse, oder an die Adresse, welche in den Büchern der Gesellschaft aufgeführt ist, zugestellt. Der Aktionär ist dann verpflichtet, der Gesellschaft das oder die in der Kauferklärung aufgeführten Aktienzertifikat(e) auszuhändigen.

Nach Geschäftsschluss des in der Kauferklärung festgesetzten Tages hört der Aktionär auf, Eigentümer der in der Kauferklärung aufgeführten Aktien zu sein. Im Fall von Namensaktien wird sein Name aus dem Aktienregister gestrichen und im Fall von Inhaberaktien wird/werden das/die Aktienzertifikat(e) annulliert.

(2) Der für die Aktien zu zahlende Preis (welcher im folgenden «Kaufpreis» genannt wird) ist der Nettoinventarwert und zwar derjenige am letzten, vom Verwaltungsrat für den Rückkauf der Aktien der Gesellschaft bestimmten Bewertungstag vor dem Tag des Inkrafttretens der Kauferklärung. Es kann auch derjenige des Tages nach der Übergabe des oder der in der Kauferklärung aufgeführten Aktienzertifikat(e) sein. Dieser Wert wird gemäß Artikel 10 dieser Satzung und nach Abzug der darin vorgesehenen Kostenbelastung bestimmt.

(3) Die Zahlung des Kaufpreises an den früheren Eigentümer der Aktien wird normalerweise in der vom Verwaltungsrat für die Zahlung des Rücknahmepreises der Aktien festgesetzten Währung geleistet. Nach seiner endgültigen Festsetzung wird dieser Preis durch die Gesellschaft bei einer (in der Kauferklärung erwähnten) in Luxemburg oder im Ausland befindlichen Bank hinterlegt und zwar zum Zwecke der Auszahlung an diesen Eigentümer gegen Übergabe des in der Kauferklärung erwähnten Aktienzertifikats zusammen mit den noch nicht fälligen Gewinnanteilscheinen.

Nach der oben beschriebenen Zustellung der Kauferklärung hat der frühere Eigentümer kein Recht mehr an diesen Aktien sowie keinen Anspruch gegen die Gesellschaft oder deren Aktiva in diesem Zusammenhang, mit Ausnahme des Anspruchs, den Kaufpreis (ohne Zinsen) von der erwähnten Bank zu erhalten und zwar gegen tatsächliche Übergabe des oder der

Aktienzertifikat(e) wie oben beschrieben. Beträge, die einem Aktionär gemäß diesem Absatz zustehen, welche aber nicht innerhalb einer Fünfjahresperiode von dem in der Kauferklärung festgesetzten Datum an abgefordert werden, können danach nicht mehr beansprucht werden und fallen an die Gesellschaft zurück. Der Verwaltungsrat hat die Befugnisse, alle notwendigen Schritte zu unternehmen, um den Heimfall abzuschließen.

(4) Die Ausübung der in diesem Artikel eingeräumten Befugnisse durch die Gesellschaft kann in keinem Fall mit der Begründung in Frage gestellt oder für unwirksam erklärt werden, dass der Besitz der Aktien einer Person ungenügend nachgewiesen wurde, oder dass die Besitzverhältnisse andere waren als sie der Gesellschaft am Tag der Kauferklärung zu sein schienen. Voraussetzung ist hierfür allerdings, dass die Gesellschaft ihre Befugnisse in gutem Glauben ausgeübt hat.

Art. 10. Ermittlung des Nettoinventarwertes. Für die Bestimmung des Ausgabe- und Rücknahmepreises wird der Nettoinventarwert jedes Subfonds periodisch von der Gesellschaft festgelegt, und zwar nicht weniger als zweimal pro Monat. Ein solcher Tag, an welchem der Nettovermögenswert bestimmt wird, wird in dieser Satzung «Bewertungstag» genannt.

Der Nettoinventarwert jedes Subfonds wird in der Währung des entsprechenden Subfonds und auf eine Aktie des entsprechenden Subfonds bezogen ausgedrückt und wird nach Vornahme der Bewertung gemäss nachfolgend aufgeführten Grundsätzen am entsprechenden Bewertungstag bestimmt, indem das auf den entsprechenden Subfonds entfallende Nettovermögen zu einem vom Verwaltungsrat festgesetzten Zeitpunkt, abzüglich der vom Verwaltungsrat festgelegten, des entsprechenden Subfonds zuzurechnenden Verbindlichkeiten, durch die Anzahl der zum Zeitpunkt der Bewertung am entsprechenden Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien des entsprechenden Subfonds dividiert wird. Bei Subfonds, für welche verschiedene Aktienklassen ausgegeben wurden, wird der Nettoinventarwert pro Aktie gegebenenfalls für jede einzelne Aktienklasse ermittelt. Dabei wird der Nettoinventarwert eines jeden Subfonds, welcher einer bestimmten Aktienklasse zuzuordnen ist, durch die Anzahl der Aktien der jeweiligen Aktienklasse dividiert. Der Nettoinventarwert kann entsprechend dem Beschluss des Verwaltungsrates auf den nächsthöheren oder nächstniedrigeren Betrag in der entsprechenden Währung gerundet werden.

Die Bewertung des jeweiligen Subfonds und der jeweiligen Aktienklassen richtet sich nach folgenden Kriterien:

1. Die Aktiva der Gesellschaft beinhalten:

- a) alle flüssigen Mittel einschliesslich der hierauf angefallenen Zinsen;
- b) alle ausstehenden Forderungen einschliesslich Zinsforderungen auf Konten und Depots sowie Erträge aus verkauften, aber noch nicht gelieferten Wertpapieren;
- c) alle Wertpapiere, Wertrechte, Geldmarktpapiere, Fondsanteile, Schuldverschreibungen, Zeichnungsrechte, Optionsscheine, Optionen und andere Finanzinstrumente sowie sonstige Vermögenswerte, welche von der Gesellschaft gehalten oder zu ihren Gunsten erworben wurden;
- d) alle Dividenden und Dividendenansprüche, vorausgesetzt dass hierüber ausreichend fundierte Informationen erhalten werden können und vorausgesetzt, dass die Gesellschaft Wertanpassungen im Hinblick auf die Kursschwankungen, die aus dem Handel Ex-Dividende oder ähnlichen Praktiken herrühren, vornehmen kann;
- e) angefallene Zinsen aus verzinslichen Vermögenswerten, welche von der Gesellschaft gehalten werden, soweit diese nicht im Hauptbetrag des entsprechenden Vermögenswertes enthalten sind;
- f) nicht abgeschriebene Gründungskosten;
- g) sämtliche sonstigen Vermögenswerte einschliesslich im Voraus bezahlter Ausgaben.

Diese Vermögenswerte werden nach folgenden Regeln bewertet:

- Wertpapiere, Fondsanteile und andere Anlagen, welche an einer Börse notiert sind, werden zu den letztbekannten Marktpreisen bewertet. Falls diese Wertpapiere, Fondsanteile oder andere Anlagen an mehreren Börsen notiert sind, ist der letztverfügbare Kurs an jener Börse massgebend, die der Hauptmarkt für dieses Wertpapier ist.

Bei Wertpapieren, Fondsanteilen und anderen Anlagen, bei welchen der Handel an einer Börse geringfügig ist und für welche ein Zweitmarkt zwischen Wertpapierhändlern mit marktkonformer Preisbildung besteht, kann die Gesellschaft die Bewertung dieser Wertpapiere, Fondsanteile und Anlagen auf Grund dieser Preise vornehmen. Wertpapiere, Fondsanteile und andere Anlagen, die nicht an einer Börse notiert sind, die aber an einem anderen geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäss ist, gehandelt werden, werden zum letztverfügbaren Kurs auf diesem Markt bewertet.

- Wertpapiere und andere Anlagen, welche nicht an einer Börse notiert sind oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, und für die kein adäquater Preis erhältlich ist, wird die Gesellschaft diese Wertpapiere gemäss anderen, von ihr nach Treu und Glauben zu bestimmenden Grundsätzen auf der Basis der voraussichtlich möglichen Verkaufspreise bewerten.

- Fondsanteile, welche nicht an einer Börse notiert sind oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, werden zu ihrem Nettoinventarwert bzw. Kaufpreis bewertet, solange kein Bericht zur Verfügung steht und kein Bewertungsereignis stattgefunden hat. Insofern ein Bericht zur Verfügung steht, werden Fondsanteile auf Basis des letzten zur Verfügung stehenden Berichts bewertet, insofern seit diesem Bericht kein Bewertungsereignis eingetroffen ist.

Als Bewertungsereignis gelten: Ausschüttungen oder Rücknahmen von Fondsanteilen oder andere die Fondsanteile betreffenden materiellen Ereignisse oder Entwicklungen.

- Bei Geldmarktpapieren und Wertpapieren mit einer Restlaufzeit von weniger als 12 Monaten, wird ausgehend vom Nettoerwerbskurs und unter Beibehaltung der sich daraus ergebenden Rendite der Bewertungskurs sukzessive dem Rücknahmekurs angeglichen. Bei wesentlichen Änderungen der Marktverhältnisse erfolgt eine Anpassung der Bewertungsgrundlage der einzelnen Anlagen an die neuen Markttrenditen.

- Wertpapiere und andere Anlagen, die auf eine andere Währung als die Rechnungswährung des entsprechenden Subfonds lauten und welche nicht durch Devisentransaktionen abgesichert sind, werden zum Währungsmittelkurs zwischen Kauf- und Verkaufspreis, welcher von externen Kurslieferanten bezogen wird, bewertet.

- Fest- und Treuhandgelder werden zu ihrem Nennwert zuzüglich aufgelaufener Zinsen bewertet.

- Der Wert der Tauschgeschäfte wird von der Gegenpartei des Swaps oder gegebenenfalls dem Kalkulationsagent berechnet, ausgehend vom aktuellen Wert (Net Present Value) von allen Cashflows, sowohl In- wie Outflows. Diese Bewertungsmethode ist von der Gesellschaft anerkannt und vom Wirtschaftsprüfer geprüft.

Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft umfassen:

- a) sämtliche Kredite und fälligen Forderungen;
- b) sämtliche bekannten gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten, einschliesslich Zahlungsverbindlichkeiten auf Geld oder Sachwerte aus fälligen vertraglichen Verbindlichkeiten und festgelegte, aber noch nicht gezahlte Dividenden der Gesellschaft;
- c) angemessene Rückstellungen für zukünftige Steuerzahlungen und sonstige vom Verwaltungsrat genehmigten und vorgenommenen Rückstellungen, sowie Rücklagen als Vorsorge für sonstige Verbindlichkeiten der Gesellschaft;
- d) sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der Gesellschaft. Bei Bestimmung des Betrages solcher Verbindlichkeiten wird die Gesellschaft sämtliche zu zahlenden Ausgaben in Betracht ziehen, welche Gründungskosten, Gebühren an Anlageberater (Portfoliomanager) oder an das Anlagemanagement, an die Verwaltungsgesellschaft, an die Depotbank, an die Domiziliar- und Verwaltungsstelle, an die Register- und Transferstelle, an jegliche Zahlstelle, an sonstige Vertriebsstellen und ständige Vertreter in Vertriebsländern sowie an sämtliche sonstigen Zwischenstellen der Gesellschaft umfassen. Weiter kommen in Betracht die Tantiemen und Spesen der Mitglieder des Verwaltungsrats, Versicherungsprämien, Gebühren und Kosten im Zusammenhang mit der Registrierung der Gesellschaft bei Behörden und Börsen in Luxemburg und bei Behörden und Börsen in jeglichem anderen Land, Gebühren für Rechtsberatung und Wirtschaftsprüfung, Werbekosten, Druckkosten, Berichts- und Veröffentlichungskosten einschliesslich der Anzeigen- und Preisveröffentlichungskosten, Kosten für die Vorbereitung und Ausführung des Druckes und der Verteilung der Verkaufsprospekte, Informationsmaterial, regelmässige Berichte, Steuern, Abgaben und ähnliche Belastungen, sämtliche sonstigen Ausgaben der täglichen Geschäftsführung einschliesslich den Kosten für den Kauf und Verkauf von Vermögenswerten, Zinsen, Bankgebühren, Brokergebühren sowie Kosten für Post und Telefon. Die Gesellschaft kann Verwaltungs- und sonstige Kosten regelmässiger oder wiederkehrender Art auf der Grundlage geschätzter Zahlen für jährliche oder andere Perioden im Voraus ansetzen und kann diese in gleichen Raten über einen solchen periodischen Zeitraum zusammenfassen.

3. Die Gesellschaft wird die Verteilung der Aktiva und Passiva auf die Subfonds und Aktienklassen wie folgt vornehmen:

- a) Sofern mehrere Aktienklassen für einen Subfonds ausgegeben wurden, werden alle Vermögenswerte, welche auf jede Aktienklasse entfallen, gemeinsam gemäss der Anlagepolitik des Subfonds investiert.
- b) Der Gegenwert der Ausgabe von Aktien an jeder einzelnen Aktienklasse wird in den Büchern der Gesellschaft dem Subfonds dieser Aktienklasse zugeteilt; der entsprechende Gegenwert wird den der auszugebenden Aktienklasse zuzuordnenden Anteil am Nettovermögen des entsprechenden Subfonds erhöhen; Forderungen, Verbindlichkeiten, Erträge und Ausgaben, welche dieser Aktienklasse zuzuteilen sind, werden entsprechend den Vorschriften dieses Artikels diesem Subfonds zugeteilt.
- c) Derivative Vermögenswerte werden in den Büchern der Gesellschaft demselben Subfonds zugeteilt wie die Vermögenswerte, von welchen die entsprechenden derivativen Vermögenswerte abgeleitet sind und bei jeder Neubewertung eines Vermögenswertes wird der Zuwachs oder die Verringerung im Wert dem entsprechenden Subfonds zugeteilt.
- d) Verbindlichkeiten im Zusammenhang mit einem Vermögenswert eines bestimmten Subfonds oder auf Grund einer Handlung im Zusammenhang mit diesem Subfonds werden diesem Subfonds zugerechnet.
- e) Sofern eine Forderung oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht einem bestimmten Subfonds zugeteilt werden kann, wird diese Forderung oder diese Verbindlichkeit allen Subfonds im Verhältnis der Zahl der Subfonds oder auf Basis des Nettoinventarwertes aller Aktienklassen des Subfonds zugeteilt, entsprechend der gewissenhaften Bestimmung durch den Verwaltungsrat. Die Vermögenswerte eines Subfonds haften nur für solche Verbindlichkeiten, die von dem betreffenden Subfonds eingegangen werden.
- f) Ausschüttungen an die Aktionäre eines Subfonds oder einer Aktienklasse vermindern den Nettoinventarwert dieses Subfonds oder dieser Aktienklasse um den Ausschüttungsbetrag.

4. Im Sinne dieses Artikels gelten folgende Bestimmungen:

- a) Aktien, welche gemäss Artikel 8 zurückgenommen werden sollen, gelten als Aktien im Umlauf bis unmittelbar nach dem Zeitpunkt der Bewertung am entsprechenden Bewertungstag entsprechend der Festlegung durch den Verwaltungsrat. Von diesem Zeitpunkt an bis zur Zahlung gilt der Rücknahmepreis als Verbindlichkeit der Gesellschaft;
- b) Aktien gelten als ausgegeben ab dem Zeitpunkt der Bewertung an dem entsprechenden Bewertungstag entsprechend der Festlegung durch den Verwaltungsrat. Von diesem Zeitpunkt an bis zum Zahlungseingang gilt der Ausgabepreis als Forderung der Gesellschaft;
- c) Vermögensanlagen, Barmittel und sonstige Vermögenswerte, die in einer anderen Währung getätigt sind als derjenigen, in welcher der Nettoinventarwert ausgedrückt wird, werden auf der Grundlage der zum Bewertungszeitpunkt vorherrschenden Markt- und Devisenkurse bewertet.
- d) Soweit die Gesellschaft an einem Bewertungstag
 - Vermögenswerte erworben hat, wird der Kaufpreis für solche Vermögenswerte als Verbindlichkeit der Gesellschaft ausgewiesen und die erworbenen Vermögenswerte in den Aktiva der Gesellschaft ausgewiesen;

- Vermögenswerte verkauft hat, wird der Verkaufspreis in den Aktiva der Gesellschaft ausgewiesen und die verkauften Vermögenswerte werden aus den Aktiva herausgenommen.

Sofern der genaue Wert der jeweiligen Preise oder Vermögenswerte am entsprechenden Bewertungstag nicht berechnet werden kann, ist er von der Gesellschaft zu schätzen.

Art. 11. Zeitweilige Aussetzung der Nettoinventarwertberechnung sowie der Ausgabe, Rücknahme und Konversion von Aktien. Die Gesellschaft ist ermächtigt, die Berechnung des Nettoinventarwertes sowie die Ausgabe, Rücknahme und Konversion von Aktien jedes Subfonds in folgenden Fällen vorübergehend auszusetzen:

Die Gesellschaft ist befugt, vorübergehend die Berechnung des Nettoinventarwertes eines oder mehrerer Subfonds, die Ausgabe und Rücknahme von Aktien und den Wechsel zwischen einzelnen Subfonds auszusetzen:

- wenn eine oder mehrere Börsen oder andere Märkte, die für einen wesentlichen Teil des Nettovermögens und/oder des Dynamischen Portfolios des betreffenden Subfonds die Bewertungsgrundlage darstellen, ausserhalb der üblichen Feiertage geschlossen sind oder der Handel ausgesetzt wird oder wenn diese Börsen und Märkte Einschränkungen oder kurzfristig beträchtlichen Kursschwankungen unterworfen sind;

- wenn auf Grund von Ereignissen, die nicht in die Verantwortlichkeit oder den Einflussbereich der Gesellschaft fallen, eine normale Verfügung über das Nettovermögen unmöglich wird, ohne die Interessen der Aktionäre schwerwiegend zu beeinträchtigen;

- wenn durch eine Unterbrechung der Nachrichtenverbindungen oder aus irgendeinem Grund der Wert eines beträchtlichen Teils des Nettovermögens nicht bestimmt werden kann;

- wenn Einschränkungen des Devisen- oder Kapitalverkehrs die Abwicklung der Geschäfte für Rechnung der Gesellschaft verhindern.

Eine Mitteilung über Anfang und Ende dieser Aussetzungsperiode wird vom Verwaltungsrat zu gegebener Zeit veröffentlicht.

C. Verwaltung und Aufsicht

Art. 12. Der Verwaltungsrat. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat von mindestens drei Mitgliedern verwaltet. Die Mitglieder des Verwaltungsrates müssen keine Aktionäre der Gesellschaft sein. Sie werden von der Generalversammlung für eine maximale Amtszeit von sechs Jahren gewählt. Die Generalversammlung wird ausserdem die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Tantieme und ihre Amtszeit bestimmen. Verwaltungsratsmitglieder werden von der einfachen Mehrheit der in der Generalversammlung anwesenden oder vertretenen Aktien gewählt.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann ohne Angabe von Gründen von der Generalversammlung abberufen oder ersetzt werden.

In Zeiten der Vakanz eines Verwaltungsratspostens werden die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates zeitweilig den vakanten Posten neu besetzen; die Aktionäre werden eine endgültige Entscheidung über die Nominierung bei der folgenden Generalversammlung treffen.

Art. 13. Verwaltungsratssitzungen. Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden und einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende wählen. Er kann einen Sekretär ernennen, der nicht ein Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Generalversammlungen schreiben und aufbewahren wird. Der Verwaltungsrat wird vom Vorsitzenden oder von zwei seiner Mitglieder einberufen; er tagt an dem in der Einladung angegebenen Ort.

Der Vorsitzende wird den Vorsitz bei den Sitzungen des Verwaltungsrates und bei den Generalversammlungen führen. In seiner Abwesenheit können die Gesellschafter oder die Verwaltungsratsmitglieder durch einfache Mehrheit ein anderes Verwaltungsratsmitglied oder für Generalversammlungen auch jede andere Person zum Vorsitzenden bestimmen.

Der Verwaltungsrat kann leitende Angestellte und Geschäftsführer ernennen, soweit dies für die Geschäftsführung der Gesellschaft notwendig oder zweckmässig ist. Solche leitenden Angestellten müssen weder Aktionäre der Gesellschaft noch Mitglieder des Verwaltungsrates sein. Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen in der vorliegenden Satzung werden solche leitende Angestellte Befugnisse in dem ihnen vom Verwaltungsrat übertragenen Umfang haben.

Ausser in zu begründenden Notfällen müssen Einladungen zu Sitzungen des Verwaltungsrates mindestens vierundzwanzig Stunden im Voraus schriftlich erfolgen.

Die schriftliche Einladung kann bei Übereinstimmung der Teilnehmer durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel ersetzt werden. Sofern ein Verwaltungsratsbeschluss über Zeit und Ort von Verwaltungsratssitzungen vorliegt, erübrigt sich eine gesonderte Mitteilung. Verwaltungsratsmitglieder können sich untereinander schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel Vertretungsmacht für Verwaltungsratssitzungen erteilen. Mehrfachvertretung ist zulässig.

Die Teilnahme an Verwaltungsratssitzungen durch Konferenzschaltungen, bei denen eine gegenseitige Verständigung aller Teilnehmer gewährleistet ist, ist zulässig und begründet die Anwesenheit aller Teilnehmer.

Der Verwaltungsrat ist beschluss- und handlungsfähig, wenn mindestens die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist, es sei denn der Verwaltungsrat legt andere Voraussetzungen fest.

Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert; die Protokolle sind vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates zu unterzeichnen. Sie können in Rechtsangelegenheiten als Beweis dienen, wenn sie vom Verwaltungsratsvorsitzenden oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet sind.

Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Verwaltungsratsvorsitzenden.

Schriftliche und von allen Verwaltungsratsmitgliedern gebilligte und unterzeichnete Beschlüsse stehen Beschlüssen auf Verwaltungsratssitzungen gleich. Solche Beschlüsse können von jedem Verwaltungsratsmitglied schriftlich, durch Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel gebilligt werden. Eine solche Billigung wird jedenfalls schriftlich bestätigt und die Bestätigung wird dem Beschlussprotokoll beizufügen sein.

Art. 14. Vertretungsbefugnis des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat hat die umfassende Befugnis, sämtliche Verwaltungs- und Verfügungshandlungen innerhalb des Gesellschaftszweckes und im Rahmen der Anlagepolitik gemäss Artikel 17 im Namen der Gesellschaft vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, welche nicht durch das Gesetz oder durch die gegenwärtige Satzung ausdrücklich der Generalversammlung vorbehalten sind, unterstehen der Zuständigkeit des Verwaltungsrates.

Art. 15. Unterschriftsbefugnis. Dritten gegenüber wird die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern verpflichtet oder durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift von Personen, die durch den Verwaltungsrat mit entsprechender Vertretungsbefugnis ausgestattet sind.

Art. 16. Übertragung der Vertretungsmacht. In Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften einschliesslich Ergänzungen kann der Verwaltungsrat die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft und die Handlungsbefugnis im Rahmen des Gesellschaftszwecks auf einzelne oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen.

Solche Personen müssen weder Mitglieder des Verwaltungsrates noch Gesellschafter sein. Sie handeln im Rahmen der ihnen übertragenen Befugnisse. Die Übertragung der hier beschriebenen Vertretungsmacht kann vom Verwaltungsrat jederzeit widerrufen werden.

Art. 17. Anlagepolitik. Der Verwaltungsrat legt die Anlagepolitik fest, nach welcher die Vermögenswerte der Gesellschaft investiert werden. Die Vermögenswerte der Gesellschaft sind nach dem Grundsatz der Risikostreuung und im Rahmen der Anlageziele und -grenzen, wie sie in den von der Gesellschaft veröffentlichten Verkaufsprospekten beschrieben werden, anzulegen. Das Vermögen eines Subfonds setzt sich insbesondere zusammen aus:

1 Zulässige Anlagen der Gesellschaft

1.1 Die Anlagen der Gesellschaft bestehen vorwiegend aus:

a) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten die an einem «Geregelten Markt» im Sinne von Artikel 1 Nummer 13 der Wertpapierdienstleistungsrichtlinie in einem EU-Mitgliedstaat notiert bzw. gehandelt werden;

b) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, die an einer Wertpapierbörse oder an einem anderen anerkannten, für das Publikum offenen und ordnungsgemäss funktionierenden geregelten Markt eines europäischen, amerikanischen, asiatischen, afrikanischen oder ozeanischen Landes (nachfolgend «zugelassener Staat») notiert bzw. gehandelt werden;

c) Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten aus Neuemissionen, sofern die Emissionsbedingungen die Verpflichtungen enthalten, dass die Zulassung zur Notierung bzw. zum Handel an einer unter 1.1 a) oder 1.1.b) erwähnten Wertpapierbörse bzw. an einem dort erwähnten geregelten Markt beantragt wurde und diese Zulassung innerhalb eines Jahres nach der Emission erfolgt.

d) Sichteinlagen oder kündbare Einlagen mit einer Laufzeit von höchstens 12 Monaten bei Kreditinstituten, sofern das betreffende Kreditinstitut seinen Sitz in einem EU-Mitgliedstaat hat oder - falls der Sitz des Kreditinstituts sich in einem Drittstaat befindet - es Aufsichtsbestimmungen unterliegt, die nach Auffassung der luxemburgischen Aufsichtsbehörde denjenigen des Gemeinschaftsrechts gleichwertig sind;

e) Geldmarktinstrumente im Sinne der unter «Anlagepolitik» ausgeführten Bestimmungen, welche nicht auf einem geregelten Markt gehandelt werden, sofern die Emission oder der Emittent dieser Instrumente bereits Vorschriften über den Einlagen- und den Anlegerschutz unterliegt und vorausgesetzt, diese Instrumente werden

- von einer staatlichen, regionalen oder lokalen Körperschaft eines zugelassenen Staates oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere EU-Mitgliedstaaten angehören, begeben oder garantiert;

- von einem Unternehmen begeben, dessen Wertpapiere auf den unter a) und b) bezeichneten geregelten Märkten gehandelt werden;

- von einem Institut, das gemäß den im Gemeinschaftsrecht festgelegten Kriterien einer Aufsicht unterstellt ist, oder einem Institut, das Aufsichtsbestimmungen, die nach Auffassung der luxemburgischen Aufsichtsbehörde mindestens so streng sind wie die des Gemeinschaftsrechts, unterliegt und diese einhält, begeben oder garantiert, oder von anderen Emittenten begeben, die einer Kategorie angehören, die von der luxemburgischen Aufsichtsbehörde zugelassen wurde, sofern für Anlagen in diesen Instrumenten Vorschriften für den Anlegerschutz gelten, die denen des ersten, des zweiten oder des dritten Gedankenstrichs gleichwertig sind und sofern es sich bei dem Emittenten entweder um ein Unternehmen

mit einem Eigenkapital («capital et reserves») von mindestens zehn Millionen Euro (10.000.000,- EUR), das seinen Jahresabschluss nach den Vorschriften der 4. Richtlinie 78/660/EWG, oder um einen Rechtsträger, der innerhalb einer eine oder mehrere börsennotierte Gesellschaften umfassenden Unternehmensgruppe für die Finanzierung dieser Gruppe zuständig ist, oder um einen Rechtsträger handelt, der die wertpapiermäßige Unterlegung von Verbindlichkeiten durch Nutzung einer von einer Bank eingeräumten Kreditlinie finanzieren soll.

f) Anteilen von anderer Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren (OGAW) und/oder Organismen für gemeinsame Anlagen (OGA) des offenen Typs. Diese OGA müssen die Voraussetzungen der Richtlinie 2009/65/EG erfüllen und ihren Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder einem Drittstaat haben, sofern

- diese anderen OGA nach Rechtsvorschriften zugelassen wurden, die sie einer Aufsicht unterstellen, welche nach Auffassung der CSSF derjenigen nach dem Gemeinschaftsrecht gleichwertig ist, und ausreichende Gewähr für die Zusammenarbeit zwischen den Behörden besteht,

- das Schutzniveau der Anteilseigner der anderen OGA dem Schutzniveau der Anteilseigner eines OGAW gleichwertig ist und insbesondere die Vorschriften für die getrennte Verwahrung des Vermögens, die Kreditaufnahme, die Kreditgewährung und Leerverkäufe von Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten den Anforderungen der Richtlinie 2009/65/EG gleichwertig sind,

- die Geschäftstätigkeit der anderen OGA Gegenstand von Halbjahres- und Jahresberichten ist, die es erlauben, sich ein Urteil über das Vermögen und die Verbindlichkeiten, die Erträge und die Transaktionen im Berichtszeitraum zu bilden,

- der OGAW oder der andere OGA, dessen Anteile erworben werden sollen, nach seinen Gründungsdokumenten insgesamt höchstens 10% seines Vermögens in Anteilen anderer OGAW oder OGA anlegen darf,

g) abgeleiteten Finanzinstrumenten («Derivate»), einschließlich gleichwertiger bar abgerechneter Instrumente, die an einem der unter den Buchstaben a) und b) aufgeführten Börsen oder geregelten Märkte gehandelt werden, und/oder abgeleiteten Finanzinstrumenten, die nicht an einer Börse oder einem geregelten Markt gehandelt werden («OTC-Derivaten»), sofern

- es sich bei den Basiswerten um Instrumente im Sinne dieses Absatzes oder um Finanzindizes, Zinssätze, Wechselkurse oder Währungen handelt, in die der Fonds gemäss seiner Anlagezielen investieren darf,

- die Gegenparteien bei Geschäften mit OTC-Derivaten einer Aufsicht unterliegende Institute der Kategorien sind, die von der luxemburgischen Aufsichtsbehörde zugelassen wurden,

- und die OTC-Derivate einer zuverlässigen und überprüfbaren Bewertung auf Tagesbasis unterliegen und jederzeit auf Initiative des Fonds zum angemessenen Zeitwert veräußert, liquidiert oder durch ein Gegengeschäft glattgestellt werden können.

1.2 Abweichend von den in Ziffer 1.1 festgelegten Anlagebeschränkungen darf jeder Subfonds bis zu 10% seines Nettovermögens in anderen als in Ziffer 1.1 genannten Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten anlegen;

1.3 Die Gesellschaft stellt sicher, dass das mit Derivaten verbundene Gesamtrisiko den Gesamtnettowert des Gesellschaftsportfolios nicht überschreitet. Jeder Subfonds darf als Teil seiner Anlagestrategie innerhalb der in Punkten 2.2. und 2.3. festgelegten Grenzen Anlagen in Derivate tätigen, sofern das Gesamtrisiko der Basiswerte die Anlagengrenzen unter Punkt 2 nicht überschreitet.

1.4 Jeder Subfonds darf auf akzessorischer Basis flüssige Mittel halten.

2 Risikostreuung

2.1 Nach dem Grundsatz der Risikostreuung ist es der Gesellschaft nicht gestattet, mehr als 10% des Nettovermögens eines Subfonds in Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten ein und derselben Einrichtung anzulegen. Die Verwaltungsgesellschaft darf nicht mehr als 20 % des Nettofondsvermögens in Einlagen bei und derselben Einrichtung anlegen. Das Ausfallrisiko bei Geschäften eines Subfonds mit OTC-Derivaten darf 10% des Vermögens des betreffenden Subfonds nicht überschreiten, falls die Gegenpartei ein Kreditinstitut im Sinne von Ziffer 1.1, Buchstabe d) ist, bei Geschäften mit anderen Gegenparteien reduziert sich das maximale Ausfallrisiko auf 5%. Der Gesamtwert aller Wertpapiere und Geldmarktinstrumenten jener Einrichtungen, in welchen mehr als 5% des Nettovermögens eines Subfonds angelegt sind, darf nicht mehr als 40% des Nettovermögens jenes Subfonds betragen. Diese Begrenzung findet keine Anwendung auf Einlagen und auf Geschäfte mit OTC-Derivaten, die mit Finanzinstituten getätigt werden, welche einer Aufsicht unterliegen.

2.2 Ungeachtet der in Ziffer 2.1 festgesetzten Obergrenzen darf jeder Subfonds nicht mehr als 20% seines Nettovermögens in einer Kombination

- on einer Einrichtung ausgegebenen Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten
- Einlagen bei dieser Einrichtung und/oder
- Risiken auf OTC-Derivaten eingehen, die in Bezug auf diese Einrichtung bestehen investieren.

2.3 Abweichend von den obengenannten Regeln gilt:

a) Die in 2.1 aufgeführte Grenze von 10% wird auf 25% erhöht für bestimmte Schuldverschreibungen, die von Kreditinstituten ausgegeben werden, welche ihren Sitz in einem Mitgliedstaat der EU haben und dort gemäss Gesetz einer speziellen öffentlich-rechtlichen Aufsicht unterliegen, die den Schutz der Inhaber dieser Papiere bezweckt. Insbesondere müssen die Mittel, die aus der Emission solcher Schuldverschreibungen stammen, entsprechend dem Gesetz in Vermögenswerten angelegt werden, die während der gesamten Laufzeit der Schuldverschreibungen die daraus entstandenen

Verpflichtungen genügend abdecken sowie ein Vorzugsrecht in Bezug auf die Zahlung des Kapitals und der Zinsen bei Zahlungsunfähigkeit des Schuldners aufweisen. Der Gesamtwert der Anlagen eines Subfonds, welcher mehr als 5% seines Nettovermögens in solchen Schuldverschreibungen ein und desselben Emittenten tätigt, darf 80% des Nettovermögens dieses Subfonds nicht überschreiten.

b) Dieselbe Grenze von 10% wird auf 35% erhöht für Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente, die von einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften, von einem anderen zugelassenen Staat oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere EU-Mitgliedstaaten angehören, begeben oder garantiert werden.

Die unter Ziffer 2.3 a) und b) fallenden Wertpapiere werden bei der Ermittlung der in Bezug auf die Risikostreuung erwähnten 40%-Obergrenze nicht berücksichtigt.

c) Die unter Ziffer 2.1, 2.2, 2.3 a) und b) genannten Grenzen dürfen nicht kumuliert werden; daher dürfen die unter diesen Punkten aufgeführten Anlagen in Wertpapieren oder Geldmarktinstrumente ein und derselben Einrichtung oder in Einlagen bei dieser Einrichtung oder in Derivaten derselben 35% des Nettovermögens eines gegebenen Subfonds nicht übersteigen.

d) Gesellschaften, die im Hinblick auf die Erstellung des konsolidierten Abschlusses im Sinne der Richtlinie 83/349/EWG (1) oder nach den anerkannten internationalen Rechnungslegungsvorschriften derselben Unternehmensgruppe angehören, sind bei der Berechnung der in diesem Artikel vorgesehenen Anlagegrenzen als ein einziger Emittent anzusehen.

Anlagen eines Subfonds in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten ein und derselben Unternehmensgruppe dürfen jedoch zusammen 20% des Vermögens des betreffenden Subfonds erreichen.

e) Die Gesellschaft ist ermächtigt, nach dem Grundsatz der Risikostreuung bis zu 100% des Nettovermögens eines Subfonds in

Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten verschiedener Emissionen anzulegen, die von einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften, von einem anderen zugelassenen Staat, oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere EU-Mitgliedstaaten angehören, begeben oder garantiert werden. Diese Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente müssen in mindestens sechs verschiedene Emissionen aufgeteilt sein, wobei Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente aus ein und derselben Emission 30% des Gesamtbetrages des Nettovermögens eines Subfonds nicht überschreiten dürfen.

Werden die unter Punkt 1 und 2 genannten Grenzen unbeabsichtigt oder infolge Ausübung von Bezugsrechten überschritten, so hat die Gesellschaft bei ihren Verkäufen als vorrangiges Ziel, die Normalisierung dieser Lage unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre anzustreben.

Neu aufgelegte Subfonds können, unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung, während eines Zeitraumes von sechs Monaten nach ihrer Zulassung von den angeführten Begrenzungen bezüglich Risikostreuung abweichen.

Art. 18. Anlageberater / Portfoliomanager / Verwaltungsgesellschaft. Der Verwaltungsrat kann eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen zum Anlageberater sowie Portfoliomanager ernennen. Der Anlageberater hat die Aufgabe, die Gesellschaft bei der Anlage des Gesellschaftsvermögens umfassend mit Empfehlungen zu unterstützen. Er ist nicht befugt, selbstständig Anlageentscheide zu fällen oder Anlagen zu tätigen. Der Portfoliomanager wird mit der Anlage des Gesellschaftsvermögens beauftragt.

Der Verwaltungsrat kann eine Verwaltungsgesellschaft im Sinne von Kapitel 15 des Gesetzes von 2010 ernennen.

Art. 19. Interessenkonflikte. Verträge oder sonstige Geschäfte zwischen der Gesellschaft und dritten Unternehmen werden in ihrer Gültigkeit nicht dadurch beeinträchtigt, dass ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrates oder leitende Angestellte in dem dritten Unternehmen eine Stellung als Gesellschafter, Verwaltungsmittglied oder Angestellter besitzen. In einem solchen Fall ist das Verwaltungsratsmitglied bzw. der Angestellte der Gesellschaft nicht gehindert, über ein solches Geschäft abzustimmen oder sonstige Handlungen im Rahmen eines solchen Geschäftes vorzunehmen.

Soweit ein Mitglied des Verwaltungsrats oder ein Angestellter der Gesellschaft Interessen vertritt, welche den Interessen der Gesellschaft zuwiderlaufen, wird dieses Verwaltungsratsmitglied bzw. dieser Angestellte sich eines Votums im Rahmen des betreffenden Geschäftes enthalten. Über den Vorgang wird der folgenden Generalversammlung Bericht erstattet werden.

Interessen im Sinne dieses Artikels sind nicht solche Interessen, die Rechts- oder Geschäftsbeziehungen mit dem Anlageberater, der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank oder sonstigen, vom Verwaltungsrat gelegentlich bestimmenden Personen betreffen.

Art. 20. Vergütung des Verwaltungsrates. Die Vergütungen für Verwaltungsratsmitglieder werden von der Generalversammlung festgelegt. Sie umfassen auch Auslagen und sonstige Kosten, welche den Verwaltungsratsmitgliedern in Ausübung ihrer Tätigkeit entstehen, einschliesslich eventueller Kosten für Rechtsverfolgungsmassnahmen, es sei denn, solche seien veranlasst durch vorsätzliches oder grob fahrlässiges Verhalten des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds.

Art. 21. Wirtschaftsprüfer. Die Jahresabschlüsse der Gesellschaft und der Subfonds werden durch einen Wirtschaftsprüfer geprüft, welcher von der Generalversammlung ernannt wird und dessen Vergütung aus dem Gesellschaftsvermögen zu entrichten ist.

Der Wirtschaftsprüfer wird alle Pflichten gemäss dem Gesetz von 2010 wahrnehmen.

D.- Generalversammlungen - Rechnungsjahr - Ausschüttungen.

Art. 22. Rechte der Generalversammlung. Die Generalversammlung vertritt die Gesamtheit aller Aktionäre der Gesellschaft, unabhängig davon, an welchem Subfonds die Aktionäre beteiligt sind. Die Beschlüsse der Generalversammlung in Angelegenheiten der Gesellschaft insgesamt binden alle Aktionäre. Die Generalversammlung verfügt über umfassende Kompetenzen, um Handlungen und Rechtsgeschäfte der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu ratifizieren.

Art. 23. Verfahren der Generalversammlung. Die Generalversammlung wird vom Verwaltungsrat einberufen.

Sie muss auf Verlangen von Aktionären, die mindestens ein Fünftel der ausgegebenen Aktien halten, einberufen werden.

Die ordentliche Generalversammlung findet entsprechend den Bestimmungen des Luxemburger Rechts jährlich am 23. Oktober um 11.30 Uhr am Sitz der Gesellschaft statt.

Sofern der erwähnte Tag ein Bankfeiertag oder ein gesetzlicher Feiertag in Luxemburg ist, wird die ordentliche Generalversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag abgehalten.

Weitere, ausserordentliche Generalversammlungen können an Orten und zu Zeiten abgehalten werden, wie sie in der Einladung angegeben werden.

Einladungen zu Generalversammlungen sind gemäss den gesetzlichen Bestimmungen durch Veröffentlichung im «Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations» sowie in vom Verwaltungsrat festzulegenden Zeitungen mitzuteilen.

Sofern sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und darin übereinstimmen, ordnungsgemäss geladen, sowie über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt zu sein kann die Generalversammlung ohne weitere Benachrichtigung abgehalten werden.

Der Verwaltungsrat kann über sämtliche andere Voraussetzungen beschliessen, die seitens der Aktionäre erfüllt sein müssen, um an den Generalversammlungen teilnehmen zu können.

Die auf einer Generalversammlung der Aktionäre behandelten Sachverhalte beschränken sich auf die Punkte der Tagesordnung (welche sämtliche gesetzlich erforderlichen Elemente enthält) und auf damit zusammenhängende Fragen.

Unabhängig von seinem jeweiligen Subfonds und seiner jeweiligen Aktienklasse gibt jede volle Aktie ein Stimmrecht entsprechend den Bestimmungen des Luxemburger Rechts und der gegenwärtigen Satzung. Ein Aktionär kann sich auf jeder Versammlung der Aktionäre durch einen schriftlich Bevollmächtigten, welcher nicht Aktionär sein muss, vertreten lassen.

Entscheidungen, welche die Interesse aller Aktionäre der Gesellschaft betreffen, werden in der Generalversammlung getroffen, während Entscheidungen, welche nur die Interesse der Aktionäre eines bestimmten Subfonds betreffen, werden in der Generalversammlung des jeweiligen Subfonds getroffen.

Soweit nicht gesetzlich oder durch gegenwärtige Satzung anders bestimmt, werden die Beschlüsse der Generalversammlung durch einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Art. 24. Generalversammlung der Subfonds. Die Aktionäre eines Subfonds können jederzeit Generalversammlungen abhalten, um über Sachverhalte zu entscheiden, die ausschliesslich den entsprechenden Subfonds betreffen.

Die Bestimmungen aus Artikel 23 Absätze 1, 2, 6, 7, 8 und 9 sind auf solche Generalversammlungen entsprechend anwendbar.

Jede volle Aktie berechtigt zu einer Stimme entsprechend den Bestimmungen des Luxemburger Rechts und der gegenwärtigen Satzung. Die Aktionäre können auf solchen Versammlungen persönlich anwesend sein oder sich durch einen schriftlich Bevollmächtigten, welcher nicht Aktionär sein muss, vertreten lassen.

Soweit durch das Gesetz oder gegenwärtige Satzung nicht anders bestimmt, werden Beschlüsse auf der Generalversammlung mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Sämtliche Beschlüsse der Generalversammlung der Aktionäre der Gesellschaft, welche die Rechte der Aktionäre eines bestimmten Subfonds im Verhältnis zu den Rechten von Aktionären eines anderen Subfonds umändern, werden den Aktionären dieses jeweiligen Subfonds zur Beschlussfassung unterbreitet entsprechend den Bestimmungen des Artikels 68 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften einschliesslich entsprechender Änderungen.

Art. 25. Auflösung und Zusammenlegung von Subfonds. Auflösung

Der Verwaltungsrat kann, nach Benachrichtigung der Inhaber von Anteilen der entsprechenden Subfonds, die Auflösung eines oder mehrerer Subfonds bzw. Aktienklassen veranlassen, wenn der Gesamtwert dieses Subfondsvermögens bzw. Aktienklassenvermögens unter ein Niveau fällt, welches eine wirtschaftlich sinnvolle Geschäftsführung nicht mehr erlaubt oder wenn sich die politischen oder wirtschaftlichen Bedingungen verändern.

Unbeschadet der Befugnisse des Verwaltungsrates kann die Generalversammlung eines Subfonds auf Vorschlag des Verwaltungsrates das Gesellschaftskapital durch Annullierung ausgegebener Aktien an diesem Subfonds herabsetzen und den Aktionären den Nettoinventarwert ihrer Aktien zurückerstatten. Bei Auflösung eines Subfonds wird der Nettoinventarwert für den Tag berechnet, an welchem der Beschluss in Kraft tritt, unter Berücksichtigung des erzielten Preises bei der Realisierung der Vermögensanlagen sowie aller tatsächlich angefallener Kosten im Rahmen dieser Annullierung. Die Aktionäre des Subfonds, für welchen eine Annullierung der Aktien beschlossen wurde, werden von dem entsprechenden Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre oder des Verwaltungsrates durch Veröffentlichung der

Entscheidung im Mémorial und in einer luxemburgischen Tageszeitung sowie in vom Verwaltungsrat festzulegenden Zeiten unterrichtet.

Der Gegenwert der Nettoinventarwerte von annullierten Aktien, welche von den Aktionären nicht zur Rücknahme eingereicht wurden, wird für einen Zeitraum von 6 Monaten bei der Depotbank und nach Ablauf dieser Frist, falls die annullierten Aktien auch bis zu diesem Zeitpunkt noch nicht zur Rücknahme eingereicht wurden, bei der Caisse des Consignations in Luxemburg bis zum Ablauf der Verjährungsfrist hinterlegt.

Zusammenlegung

Unter den gleichen Bedingungen, welche im ersten Absatz dieses Artikels über Auflösung erwähnt sind, kann der Verwaltungsrat die Annullierung von ausgegebenen Aktien an diesem Subfonds und die Zuteilung von auszugebenden Aktien an einen anderen Subfonds oder anderen OGA (Organismen für gemeinsame Anlagen) luxemburgischen Rechts beschliessen. Unbeschadet der Befugnisse des Verwaltungsrates, welche in diesem Absatz erläutert wurden, kann der Entscheid einer Zusammenlegung, wie hier beschrieben, ebenfalls durch die Generalversammlung der betroffenen Aktionäre des Subfonds getroffen werden.

Den Aktionären wird der betreffende Beschluss gemäss der im Gesetz von 2010 enthaltenen diesbezüglichen Vorschriften sowie jeder Durchführungsverordnung bekanntgemacht. Die von der Zusammenlegung betroffenen Aktionäre sind während eines Monats nach Mitteilung über den betreffenden Beschluss berechtigt, die Rücknahme aller oder eines Teils ihrer Aktien zum gültigen Nettoinventarwert (ohne Rücknahmeabschlag oder sonstigen administrativen Gebühr) zu verlangen.

Aktien, welche nicht zur Rücknahme eingereicht wurden, werden auf Basis des Nettoinventarwertes der jeweiligen betroffenen Subfonds, der für den Tag berechnet wird, an welchem die Entscheidung wirksam wird, umgetauscht. Im Falle einer Zuteilung von Anteilen eines Anlagefonds unter der Rechtsform eines «Fonds commun de placement» ist der Entscheid nur bindend für Investoren, welche für diese Zuteilung gestimmt haben.

Generalversammlung

Sowohl für die Auflösung als auch für die Zusammenlegung ist bei der Generalversammlung der Aktionäre keine Mindestanwesenheitspflicht erforderlich und der Beschluss kann mit einfacher Mehrheit der auf dieser Generalversammlung der Aktionäre anwesenden oder vertretenen Aktien gefasst werden.

Art. 26. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt jedes Jahr am 1. Juni und endet am 31. Mai des nächsten Jahres, ausser dem ersten Geschäftsjahr, welches am Tage der Gründung beginnt und am 31. Mai 2005 endet.

Art. 27. Ausschüttungen. Die Verteilung des jährlichen Einkommens sowie sämtliche sonstige Ausschüttungen werden von der Generalversammlung auf Vorschlag des Verwaltungsrates und im Rahmen der gesetzlichen Grenzen festgelegt.

Die Ausschüttung von Dividenden oder andere Ausschüttungen an die Aktionäre eines Subfonds oder einer Aktienklasse unterliegt der vorherigen Beschlussfassung der Aktionäre dieses Subfonds.

Festgesetzte Dividenden werden in den vom Verwaltungsrat festgesetzten Währungen, Ort und Zeitpunkt ausgezahlt. Damit die Ausschüttungen dem tatsächlichen Ertragsanspruch entsprechen, wird ein Ertragsausgleich errechnet.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, die Ausschüttung von Zwischendividenden sowie die Aussetzung der Ausschüttungen zu bestimmen. Die Generalversammlung kann, auf Vorschlag des Verwaltungsrates der Gesellschaft, im Rahmen der Verwendung des Reinertrages und der Kapitalgewinne ebenfalls die Ausgabe von Gratisaktien vorsehen.

E. Schlussbestimmungen

Art. 28. Depotbank. Im Rahmen der gesetzlichen Erfordernisse wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Zugang zum Finanzsektor und dessen Überwachung einschliesslich nachfolgender Ergänzungen abschliessen.

Die Depotbank übernimmt die Verpflichtungen und die Verantwortlichkeiten entsprechend dem Gesetz von 2010.

Falls die Depotbank zurücktreten will, beauftragt der Verwaltungsrat innerhalb von zwei Monaten ein anderes Finanzinstitut, die Funktion der Depotbank zu übernehmen. Daraufhin werden die Verwaltungsratsmitglieder dieses Institut als Depotbank anstelle der zurücktretenden Depotbank ernennen. Die Verwaltungsratsmitglieder haben die Befugnisse, die Funktion der Depotbank zu beenden, aber können der Depotbank nicht kündigen, ausser falls und bis eine neue Depotbank gemäss dieser Artikel ernannt ist, um an deren Stelle diese Funktion zu übernehmen.

Art. 29. Auflösung der Gesellschaft. Die Gesellschaft kann jederzeit durch die Generalversammlung aufgelöst werden. Das Verfahren entspricht demjenigen, welches für Satzungsänderungen in Artikel 31 festgelegt ist.

Fällt das Nettogesamtvermögen unter zwei Drittel des in Artikel 5 festgelegten Mindestbetrages, so muss der Verwaltungsrat die Frage der Auflösung der Gesellschaft der Generalversammlung zur Entscheidung vorlegen. Diese wird mit einfacher Mehrheit der auf der Generalversammlung vertretenen Aktien entscheiden.

Die Frage nach der Auflösung der Gesellschaft muss ausserdem vom Verwaltungsrat der Generalversammlung vorgelegt werden, wenn das Nettogesamtvermögen unter ein Viertel des in Artikel 5 festgelegten Mindestbetrages fällt; in diesem Fall entscheidet die Generalversammlung ohne Mehrheitserfordernisse und die Auflösung kann von einem Viertel der auf der Generalversammlung vertretenen Aktien beschlossen werden.

Die Generalversammlung muss so einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach dem Zeitpunkt stattfindet, zu dem das Abfallen des Nettogesamtvermögens unter den Stand von zwei Dritteln beziehungsweise einem Viertel des gesetzlichen Mindestbetrages festgestellt wurde.

Art. 30. Abwicklung. Die Abwicklung der Auflösung der Gesellschaft wird einem oder mehreren Liquidatoren übertragen. Diese werden von der Generalversammlung ernannt, welche auch über den Umfang ihrer Befugnisse und über ihre Vergütung entscheidet. Zu Liquidatoren können natürliche oder juristische Personen bestellt werden.

Art. 31. Satzungsänderungen. Die vorliegende Satzung kann durch die Generalversammlung erweitert oder sonst abgeändert werden. Änderungen unterliegen den Anwesenheits- und Mehrheitserfordernissen gemäss den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften einschliesslich seiner Ergänzungen.

Art. 32. Anwendbares Recht. Ergänzend zu den in vorliegender Satzung getroffenen Regelungen gelten das Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften sowie das Gesetz von 2010 mit ihren jeweiligen Ergänzungen.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Versammlung aufgehoben.

Worüber Urkunde aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, dem beurkundenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, haben die Erschienenen mit demammlungsvorstand und dem beurkundenden Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: B. WACKER, N. CHRISTMANN und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 19 juin 2013. Relation: LAC/2013/28129. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehr erteilt.

Luxemburg, den 16. Juli 2013.

Référence de publication: 2013100124/794.

(130121185) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2013.

RREP ZWEI S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 148.032.

Les comptes annuels au 30 septembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013097245/11.

(130118150) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

TELL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 138.769.

L'an deux mille treize, le cinq juillet.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de "TELL S.A.", R.C.S. Luxembourg N° B 138769, ayant son siège social à Luxembourg au 18, rue de l'Eau, constituée par acte de Me Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 5 mai 2008, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 1473 du 13 juin 2008.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Michael ZIANVENI, juriste, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Madame Corinne PETIT, employée privée, domiciliée professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Raymond THILL, maître en droit, domicilié professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg. Monsieur le Président expose ensuite:

I.- Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée par les membres du bureau que les trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, représentant l'intégralité du capital social de trente et un mille euros (EUR 31.000,-) sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement

constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduits, tous les actionnaires représentés ayant accepté de se réunir sans convocations préalables.

Ladite liste de présence, portant les signatures des actionnaires tous représentés, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'ordre du jour de la présente Assemblée est conçu comme suit:

1. Dissolution de la société et mise en liquidation.
2. Nomination d'un ou plusieurs liquidateurs et détermination de leurs pouvoirs.
3. Divers.

L'Assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de dissoudre la Société et de la mettre en liquidation.

Deuxième résolution

L'assemblée générale nomme aux fonctions de liquidateur, pour la durée de la liquidation, la société LISOLUX S.à r.l., ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, qui aura les pouvoirs les plus étendus pour réaliser la liquidation, y compris ceux de réaliser les opérations prévues à l'article 145 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, l'Assemblée s'est terminée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: M. Zianveni, C. Petit, R. Thill et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 9 juillet 2013. LAC/2013/31809. Reçu douze euros (12.- €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juillet 2013.

Référence de publication: 2013100173/48.

(130121202) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2013.

TPG Yahtzee Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 500.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5C, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 156.843.

In the year two thousand and thirteen, on the thirteenth day of June.

Before Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting of shareholders (the "Meeting"), of TPG Yahtzee Holdings S.à r.l. (the "Company"), a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg having its registered office at 5C, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 156.843, incorporated on 15 November 2010 by deed of the Maître Henri Hellinckx, prenamed, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations dated 27 December 2010, number 2838. The articles of association of the Company were amended for the last time by a deed of the undersigned notary, on 25 November 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations dated 16 July 2011, number 1594.

The Meeting was presided by Paul Florin, avocat, residing in Luxembourg (the "Chairman").

The Chairman appointed as secretary and the meeting elected as scrutineer Alexandre Rischard, juriste, residing in Luxembourg.

The Chairman declared and requested the notary to state that:

1. The shareholders of the Company (the "Shareholders" and each a "Shareholder") were represented by Paul Florin, prenamed, pursuant to proxies given under private seal on 12 June 2013, such proxies after having been signed ne varietur by the proxyholder acting on behalf of each appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with it with the registration authorities.

2. All Shareholders represented at the present Meeting confirmed having had full knowledge of the agenda ahead of the Meeting and waived their rights to any prior convening notice thereof so that the Meeting can validly decide on all items of the agenda.

3. The number of shares held by each Shareholder represented at the present Meeting was shown on an attendance list signed by the proxyholder, the Chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary (the "Attendance List").

4. The Attendance List will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

5. As it appears from the Attendance List, all the thirty-one million fifty-nine thousand five hundred (31,059,500) shares in issue in the Company were represented at the Meeting so that the Meeting was regularly constituted and can validly decide on all items of the agenda.

The Chairman stated that the agenda for the Meeting was as follows:

1. Increase of the issued share capital of the Company by an amount of one hundred eighty-nine thousand four hundred and five Euros (EUR 189,405) so as to bring it from its current amount of three hundred ten thousand five hundred ninety-five Euros (EUR 310,595) to five hundred thousand euro Euros (EUR 500,000) by the issue of eighteen million nine hundred forty thousand five hundred (18,940,500) new shares each with a nominal value of one Euro cent (EUR 0.01) (the "New Shares") for a total subscription price of one hundred eighty-nine thousand four hundred and five Euros (EUR 189,405) (the "Subscription Price").

2. Subscription to the New Shares by the Shareholders in the proportions set out in the table below:

Subscribers	Number of shares	Subscription Price
TPG Star, L.P.	18,241,191	EUR 182,411.91
Ptolemy Capital, L.L.C.	699,309	EUR 6,993.09

3. Allocation of an amount of one hundred eighty-nine thousand four hundred and five Euros (EUR 189,405) to the share capital of the Company.

4. Amendment of article 5 the articles of association of the Company in order to reflect the share capital increase.

After the foregoing was approved by the Meeting, the Meeting unanimously adopted the following resolutions:

First resolution

The Meeting unanimously resolved to increase the issued share capital of the Company by an amount of one hundred eighty-nine thousand four hundred and five Euros (EUR 189,405) so as to bring it from its current amount of three hundred ten thousand five hundred ninety-five Euros (EUR 310,595) to five hundred thousand euro Euros (EUR 500,000) by the issue of eighteen million nine hundred forty thousand five hundred (18,940,500) new shares each with a nominal value of one Euro cent (EUR 0.01) (the "New Shares") for a total subscription price of one hundred eighty-nine thousand four hundred and five Euros (EUR 189,405) (the "Subscription Price"). Thereupon, the New Shares have been subscribed by the Shareholders, here represented as aforementioned, in the proportions set out below:

Subscribers	Number of shares	Subscription Price
TPG Star, L.P.	18,241,191	EUR 182,411.91
Ptolemy Capital, L.L.C.	699,309	EUR 6,993.09

The total Subscription Price of the New Shares has been fully paid up by way of contributions in cash of in an aggregate amount of one hundred eighty-nine thousand four hundred and five Euros (EUR 189,405). Evidence of the payment of the Subscription Price was shown to the undersigned notary.

An amount of one hundred eighty-nine thousand four hundred and five Euros (EUR 189,405) was allocated to the share capital of the Company.

Second resolution

The Meeting unanimously resolved to amend article 5 the articles of association of the Company as set forth below:

" **Art. 5. Share capital.** The issued share capital of the Company is set at five hundred thousand euro Euros (EUR 500,000) divided into fifty million (50,000,000) shares with a par value of one Euro cent (EUR 0.01) each. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable."

There being no further item on the agenda, the Meeting was closed.

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company are estimated at EUR 1,500.-.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the parties hereto, the present deed was drafted in English followed by a French translation; at the request of the same appearing persons in case of divergences between the English and French version, the English version will be prevailing.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg on the day before mentioned.

After reading these minutes, the members of the bureau signed together with the proxyholder and the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le treizième jour du mois de juin,

par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des associés Assemblée», de TPG Yahtzee Holdings S.à r.l. (la «Société»), une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 5C, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, étant immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 156.843, constituée le 15 novembre 2010 suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, précité, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2838 du 27 décembre 2010. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois le 25 novembre 2010 suivant acte reçu par le notaire soussigné, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1594 du 16 juillet 2011.

L'Assemblée a été présidée par Paul Florin, avocat, demeurant à Luxembourg (le «Président»).

Le président a nommé comme secrétaire et l'assemblée a élu comme scrutateur Alexandre Rischard, juriste, demeurant à Luxembourg.

Le Président a déclaré et requis le notaire d'acter que:

1. Les associés de la Société (les «Associés» et individuellement, un «Associé») étaient représentés par Paul Florin, précité, en vertu de procurations données sous seing privé le 12 juin 2013, lesquelles, après avoir été signées ne varietur par le mandataire agissant au nom de chaque partie comparante ainsi que le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte afin d'être soumises avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

2. Tous les Associés représentés à la présente Assemblée ont confirmé avoir eu connaissance de l'ordre du jour avant l'Assemblée et ont renoncé à leurs droits de recevoir un avis de convocation préalable de ladite Assemblée, de sorte que l'Assemblée peut statuer valablement sur l'ensemble des points portés à l'ordre du jour.

3. Le nombre de parts sociales détenues par chaque Associé représenté à la présente Assemblée figure sur une liste de présence signée par le mandataire, le Président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné (la «Liste de Présence»).

4. La Liste de Présence restera annexée au présent acte afin d'être soumise aux formalités de l'enregistrement.

5. Il appert de la Liste de Présence que l'ensemble des trente et un millions cinquante-neuf mille cinq cents (31.059.500) parts sociales émises de la Société étaient représentées à l'Assemblée, de sorte que l'Assemblée était régulièrement constituée et peut statuer valablement sur l'ensemble des points portés à l'ordre du jour.

Le Président a déclaré que l'ordre du jour de l'Assemblée était le suivant:

1. Augmentation du capital social émis de la Société d'un montant de cent quatre-vingt-neuf mille quatre cent cinq euros (189.405 EUR) afin de le porter de son montant actuel de trois cent dix mille cinq cent quatre-vingt-quinze euros (310.595 EUR) à cinq cent mille euros (500.000 EUR) par l'émission de dix-huit millions neuf cent quarante mille cinq cents (18.940.500) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale d'un centime d'euro (0,01 EUR) chacune (les «Nouvelles Parts Sociales») pour un prix total de souscription de cent quatre-vingt-neuf mille quatre cent cinq euros (189.405 EUR) (le «Prix de Souscription»).

2. Souscription aux Nouvelles Parts Sociales par les Associés selon les proportions indiquées dans le tableau ci-dessous:

Souscripteurs	Nombre de parts sociales	Prix de Souscription
TPG Star, L.P.	18.241.191	182.411,91 EUR
Ptolemy Capital, L.L.C.	699.309	6.993,09 EUR

3. Allocation d'un montant de cent quatre-vingt-neuf mille quatre cent cinq euros (189.405 EUR) au capital social de la Société.

4.

5. Modification de l'article 5 des statuts de la Société afin de refléter l'augmentation de capital.

Après avoir approuvé ce qui précède, l'Assemblée a adopté à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée a décidé d'augmenter le capital social émis de la Société d'un montant de cent quatre-vingt-neuf mille quatre cent cinq euros (189.405 EUR) afin de le porter de son montant actuel de trois cent dix mille cinq cent quatre-vingt-quinze euros (310.595 EUR) à cinq cent mille euros (500.000 EUR) par l'émission de dix-huit millions neuf cent quarante mille cinq cents (18.940.500) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale d'un centime d'euro (0,01 EUR) chacune (les «Nouvelles Parts Sociales») pour un prix total de souscription de cent quatre-vingt-neuf mille quatre cent

cinq euros (189.405 EUR) (le «Prix de Souscription»). À la suite de quoi, les Nouvelles Parts Sociales ont été souscrites par les Associés, ici représentés comme il est dit, selon les proportions indiquées ci-dessous:

Souscripteurs	Nombre de parts sociales	Prix de Souscription
TPG Star, L.P.	18.241.191	182.411,91 EUR
Ptolemy Capital, L.L.C.	699.309	6.993,09 EUR

Le Prix de Souscription total des Nouvelles Parts Sociales a été intégralement payé par voie d'apports en numéraire d'un montant total de cent quatre-vingt-neuf mille quatre cent cinq euros (189.405 EUR). Preuve du paiement du Prix de Souscription a été montrée au notaire soussigné.

Un montant de cent quatre-vingt-neuf mille quatre cent cinq euros (189.405 EUR) a été alloué au capital social de la Société.

Seconde résolution

L'Assemblée a décidé à l'unanimité de modifier l'article 5 des statuts comme suit:

« **Art. 5. Capital social.** Le capital social émis de la Société est fixé à cinq cent mille euros (500.000 EUR) divisé en cinquante millions (50.000.000) de parts sociales d'une valeur nominale d'un centime d'euro (0,01 EUR) chacune. Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution des associés adoptée de la manière requise pour la modification des présents statuts et la Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales en vertu d'une décision de ses associés.

Toute prime d'émission disponible sera distribuable.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'Assemblée a été clôturée.

Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société, sont estimés à EUR 1.500,-.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes qu'à la demande des parties aux présentes, le présent acte a été rédigé en anglais, suivi d'une traduction en langue française; à la demande des mêmes personnes comparantes, en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture du présent procès-verbal, les membres du bureau ainsi que le mandataire et le notaire ont signé le présent acte.

Signé: P. FLORIN, A. RISCHARD et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 19 juin 2013. Relation: LAC/2013/28144. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juillet 2013.

Référence de publication: 2013100186/175.

(130121470) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2013.

Select Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-4601 Differdange, 66, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 158.815.

L'an deux mille treize, le vingt-huit juin.

Par-devant Maître Robert SCHUMAN, notaire de résidence à Differdange.

A COMPARU:

Monsieur Boban VELISAVLJEVIC, commerçant, né à Luxembourg, le 29 août 1972 (Matricule 1972 0829 110), demeurant à L-4682 Differdange, 44, Montée du Wangert.

Lequel comparant déclare qu'il est le seul et unique associé de la société à responsabilité limitée SELECT INVEST S.à r.l., avec siège social à L-1342 Luxembourg, 77, rue de Clausen,

constituée suivant acte reçu par le notaire Tom METZLER, alors de résidence à Luxembourg, en date du 31 janvier 2011, publié au Mémorial C no 885 en date du 3 mai 2011.

Lequel associé s'est réuni en assemblée générale extraordinaire, à laquelle il se reconnaît dûment convoqué et dont il déclare avoir eu connaissance de l'ordre du jour au préalable, et il prend les résolutions suivantes:

- 1.- L'assemblée générale décide de transférer le siège social à Differdange.
 - 2.- Suite à la résolution qui précède le 1^{er} alinéa de l'article 2 des statuts aura dorénavant la teneur suivante:
« **Art. 2.** Le siège social est établi à Differdange. (...)»
 - 3.- L'adresse du siège social est fixé à L-4601 Differdange, 66, avenue de la Liberté.
- Plus rien ne restant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Les frais et honoraires en rapport avec le présent acte resteront à charge de la société.

DONT ACTE, fait et passé à Differdange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par ses nom, prénom, état ou demeure, il a signé le présent acte avec Nous notaire.

Signé: Velisavljevic, Schuman.

Enregistré à Esch/Alzette, Actes Civils, le 4 juillet 2013. Relation: EAC/2013/8661. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): M. Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande pour servir à des fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg.

Differdange, le 17 juillet 2013.

Référence de publication: 2013100118/35.

(130121262) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2013.

Santa Clara Investments, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 20, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 178.672.

— STATUTS

L'an deux mil treize, le onze juillet

Pardevant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Pétange,

A COMPARU:

Madame Claire COURTOIS épouse BRIDEL, consultante financière, née le 22 août 1968 à Neuilly-sur-Seine (France), demeurant à Londres W1 H 2PY (Royaume-Uni), 12 Wyndham Place,

ici représentée par Maître Roy Reding, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration signée sous seing privé, laquelle procuration, après signature par toutes les parties comparantes et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes pour être enregistré dans le présent acte.

La partie comparante a requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer:

Art. 1^{er}. Il est formé par le présent, entre la comparante et toutes les personnes qui pourraient devenir associés par la suite, une société à responsabilité limitée, prenant la dénomination de

«SANTA CLARA INVESTMENTS»

qui sera régie par les lois y relatives, et notamment celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet l'acquisition et la vente d'immeubles ainsi que la gestion et la mise en valeur de son patrimoine immobilier propre le tout pour son propre compte. Elle pourra emprunter, donner ses immeubles en garantie, se porter caution, consentir toutes hypothèques, le tout tant pour son propre compte que pour le compte de tiers.

La société aura également pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle, le financement et le développement de ces participations.

Elle pourra acquérir et obtenir tous brevets d'invention et de perfectionnement, licences, procédés et marques de fabriques, les exploiter, céder et concéder toutes les licences.

Elle pourra conclure toute convention de rationalisation, de collaboration, d'association ou autres avec d'autres entreprises, associations ou sociétés.

D'une manière générale, elle pourra accomplir tous actes et opérations industrielles, commerciales, financières ou civiles, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en favoriser sa réalisation ou son développement.

La société a encore pour objet la participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière, et notamment le développement ainsi que l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur de ceux-ci et de tous autres droits se rattachant à ces brevets et licences ou pouvant les compléter, de même que l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin toute activité et toutes opérations généralement quelconques, se rattachant directement ou indirectement à son objet.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet, notamment en empruntant en toutes monnaies, par voie d'émission et d'obligations et en prêtant aux sociétés dont il est question à l'alinéa précédent.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Le siège social est établi dans la Commune de Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

Art. 5. Le capital social de la Société est fixé à la somme de DEUX MILLIONS DEUX CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE EUROS (2.275.000.-€) représenté par CENT CINQUANTE (150) parts sociales sans valeur nominale.

Art. 6. Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision de l'associé unique sinon de l'assemblée des associés, conformément à l'article 13 des présents statuts.

Art. 7. Chaque part sociale donne droit à une fraction, proportionnelle au nombre des parts existantes, de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. En cas d'associé unique, les parts sociales sont librement transmissibles à des non-associés. En cas de pluralité d'associés, les parts sociales seront librement transmissibles entre associés, mais dans ce cas, les parts sociales ne seront transmissibles à des tiers non-associés qu'avec l'accord préalable des associés représentant au moins trois quarts du capital de la Société.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique, sinon d'un des associés, ne mettent pas fin à la Société.

Art. 11. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Le ou les gérant(s) n'ont pas besoin d'être associés.

Le ou les gérants sont désignés, révoqués et remplacés par l'assemblée des associés représentant plus de la moitié du capital social. La révocation du ou des gérants ne doit pas intervenir pour des causes légitimes.

Vis-à-vis des tiers, le ou les gérant(s) ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances - sous réserve des pouvoirs définis par l'Assemblée générale.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du gérant ou des gérants, de la compétence du Conseil de gérance.

En cas de gérant unique, la Société sera engagée par la seule signature du gérant, et en cas de pluralité de gérants, par les signatures de deux gérants.

L'assemblée des associés pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 13. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que par l'accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des dispositions de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée.

Art. 14. L'année sociale de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 15. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou le Conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire et du bilan.

Art. 16. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde du bénéfice net est à la libre disposition de l'assemblée générale. Le ou les gérant(s) pourront décider de verser un dividende intérimaire.

Art. 17. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 18. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales de la Loi de 1915.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2013.

Souscription et Libération

L'intégralité des parts sociales ont été souscrites par la partie comparante, à savoir, Madame Claire COURTOIS épouse BRIDEL, consultante financière, née le 22 août 1968 à Neuilly-sur-Seine (France), demeurant à Londres W1 H 2PY (Royaume-Uni), 12 Wyndham Place.

Toutes les parts ont été entièrement libérées par un versement en espèces, de sorte que la somme de DEUX MILLIONS DEUX CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE EUROS (2.275.000.-€) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société, ce que les associés reconnaissent expressément.

Déclaration en matière de blanchiment

Le(s) associé(s) /actionnaires déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droite servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué à la somme de quatre mille euros (4.000.-€).

A l'égard du notaire instrumentant toutefois, toutes les parties comparantes sont tenues solidairement quant au paiement des dits frais, ce qui est expressément reconnu par toutes les parties comparantes.

Assemblée générale constitutive

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé préqualifié, représentant la totalité du capital souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre de gérants est fixé à deux.

2. Sont nommés gérants:

- Madame Claire COURTOIS épouse BRIDEL, consultante financière, née le 22 août 1968 à Neuilly-sur-Seine (France), demeurant à Londres W1 H 2PY (Royaume-Uni), 12 Wyndham Place

- Monsieur Edouard BRIDEL, né le 17 janvier 1969 à Rennes, de nationalité Française, demeurant 12, Wyndham Place, Londres W1 H 2PY (Royaume-Uni)

La société est engagée, en toutes circonstances y compris toutes opérations bancaires, par la signature individuelle de Monsieur Edouard BRIDEL.

3. Le siège social est établi à L-1449 Luxembourg, 20 rue de l'Eau.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la partie comparante, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signés: R. REDING, K. REUTER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 16 juillet 2013. Relation: EAC/2013/9227. Reçu soixante-quinze euros 75.-

Le Releveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME.

PETANGE, le 16 juillet 2013.

Référence de publication: 2013100112/138.

(130120919) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2013.

Spotify Technology S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 123.052.

In the year two thousand and thirteen,

on the fifth day of the month of July.

Before Us Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in SANEM (Grand Duchy of Luxembourg),

there appeared:

Mr Christophe JASICA, employee, with professional address at 4, rue Peternelchen, L-2370 Howald,

acting in his capacity as a special proxy holder of the Board of Directors of "SPOTIFY TECHNOLOGY S.A." (hereinafter the "Company"), a société anonyme, established and having its registered office at 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 123 052, incorporated pursuant to a deed of notary Jean-Joseph WAGNER, prenamed, on 27 December 2006, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 260 of 27 February 2007;

The articles of incorporation of the Company were amended pursuant to several notarial deeds and for the last time according to a notarial deed enacted by the undersigned notary, on May 23, 2013, in process of being formalised and published in the Mémorial,

by virtue of the authority conferred on him by resolutions adopted by the Board of Directors of the Company, on 26 June 2013,

a copy of which resolutions, signed "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed with which it shall be formalised.

Said appearing person, acting in his said capacity, has requested the undersigned notary to record the following declarations and statements:

I.- That the issued subscribed share capital of the Company is presently set at SEVENTY-SEVEN THOUSAND TWO HUNDRED AND FIFTY-THREE point FOUR HUNDRED AND SEVENTY-FIVE EURO (77,253.475 EUR) divided into three million ninety thousand one hundred and thirty-nine (3'090'139) shares having a nominal value of ZERO point ZERO TWENTY-FIVE EURO (0.025 EUR) each, fully paid up.

II.- That pursuant to Article FIVE (5) of the Company's Articles of Association, the authorised capital of the Company has been fixed at two hundred thousand Euro (200,000.- EUR) to be divided into eight million (8,000,000) shares, each with a nominal value of zero point zero twenty-five Euro (0.025 EUR) and that pursuant to the same Article FIVE (5), the Board of Directors of the Company has been authorised to increase the issued share capital of the Company, such article of the Articles of Association then to be amended so as to reflect the increase of capital.

III.- That the Board of Directors, in its meeting of 26 June 2013 and in accordance with the authority conferred on it pursuant to Article FIVE (5) of the Company's Articles of Association, has realised an increase of the issued subscribed share capital by an amount of SEVENTY point TWO HUNDRED AND FIFTY EURO (70.250 EUR) in order to raise the issued share capital to the amount of SEVENTY-SEVEN THOUSAND THREE HUNDRED TWENTY-THREE point SEVEN HUNDRED and TWENTY-FIVE EURO (77,323.725 EUR) by the creation and issue of two thousand eight hundred and ten (2,810) new shares with a par value of ZERO point ZERO TWENTY-FIVE EURO (0.025 EUR), having the same rights and privileges as the already existing shares.

IV.- That still pursuant to the powers conferred to the Board of Directors and pursuant to Article FIVE (5) of the Articles of Association, the Board of Directors has waived or limited to the extent necessary the preferential right of the existing shareholders to subscribe, and has accepted the subscription of the total two thousand eight hundred and ten (2,810) new shares by the subscribers as detailed in the attached subscription list following the decisions taken by the Board of Directors' meeting of 26 June 2013.

V.- That all these new shares have been entirely subscribed by the subscribers, as referred to in said attached subscription forms and fully paid up, with a payment of a share premium of an amount of FIVE HUNDRED NINETY-NINE THOUSAND SEVEN HUNDRED AND NINETY point ONE HUNDRED AND TEN EURO (599,790.110 EUR) by a contribution in cash made to the Company, so that the aggregate amount of FIVE HUNDRED NINETY-NINETY THOUSAND EIGHT HUNDRED AND SIXTY point THREE HUNDRED AND SIXTY EURO (599,860.360 EUR) is at the free disposal of the Company, as was evidenced to the undersigned notary by presentation of the supporting documents for the relevant payments.

VI.- That as a consequence of the above mentioned increase of the issued share capital, first paragraph of Article FIVE (5) of the Articles of Association is therefore amended and shall read as follows:

Art. 5. (first paragraph). "The corporate subscribed share capital is set at SEVENTY-SEVEN THOUSAND THREE HUNDRED and TWENTY-THREE point SEVEN HUNDRED and TWENTY-FIVE EURO (77,323.725 EUR) divided into three million ninety-two thousand nine hundred and forty-nine (3'092'949) shares having a nominal value of ZERO point ZERO TWENTY-FIVE EURO (0.025 EUR) each."

VII.- That as a consequence of the above mentioned increase of the issued share capital, second paragraph of Article FIVE (5) of the Articles of Association is therefore amended and shall read as follows:

Art. 5. (second paragraph). "The company's authorized share capital is fixed at one hundred seventy-four thousand five hundred and fifty-two point three hundred and seventy-five Euro (174,552.375 EUR) divided into six million nine hundred eighty-two thousand ninety-five (6,982,095) shares with a par value of zero point zero twenty-five Euro (0,025 EUR) each."

Expenses

The expenses, incumbent on the company and charged to it by reason of the present deed, are estimated at two thousand euro.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. Upon request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereas the present deed was drawn up in Howald, Grand Duchy of Luxembourg, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us the undersigned notary the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le cinquième jour du mois de juillet.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

Monsieur Christophe JASICA, employé privé, avec adresse professionnelle au 4 rue Peterelchen, L-2370 Howald, agissant en sa qualité de mandataire spécial du Conseil d'Administration de «SPOTIFY TECHNOLOGY S.A.» (ci-après la «Société»), une société anonyme, établie et ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 123.052, constituée suivant acte reçu par le notaire Jean-Joseph WAGNER, prénommé, en date 27 décembre 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 260 du 27 février 2007;

Les statuts de la Société ont été modifiés par plusieurs actes notariés et pour la dernière fois suivant acte notarié reçu par le notaire soussigné, en date du 23 mai 2013, en voie de formalisation et de publication au Mémorial,

en vertu d'une procuration lui conférée par résolutions adoptées par le Conseil d'Administration de la Société en date du 26 juin 2013,

une copie desdites résolutions, après avoir été signée «ne varietur» par la personne comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera formalisée.

Laquelle personne comparante, agissant en sa-dite qualité, a requis le notaire instrumentant de documenter les déclarations et constatations suivantes:

I.- Que le capital social souscrit de la Société s'élève actuellement à SOIXANTE-DIX-SEPT MILLE DEUX CENT CINQUANTE-TROIS virgule QUATRE CENT SOIXANTE-QUINZE EUROS (77,253.475 EUR) divisé en trois millions quatre-vingt-dix mille cent trente-neuf (3'090'139) actions d'une valeur nominale de ZERO virgule ZERO VINGT-CINQ EUROS (0,025 EUR), toutes entièrement libérées.

II.- Qu'en vertu de l'Article CINQ (5) des statuts de la Société, le capital autorisé de la Société a été fixé à deux cent mille Euros (200'000.-EUR) qui sera représenté par huit millions (8'000'000) d'actions, ayant chacune une valeur nominale de zéro virgule zéro vingt-cinq Euros (0,025 EUR) et qu'en vertu du même Article CINQ (5), le Conseil d'Administration de la Société a été autorisé à procéder à des augmentations de capital, lequel article des statuts étant alors à modifier de manière à refléter les augmentations de capital ainsi réalisées.

III.- Que le Conseil d'Administration de la Société, par sa décision du 26 juin 2013, et en conformité avec les pouvoirs lui conférés en vertu de l'Article CINQ (5) des statuts de la Société, a réalisé une augmentation du capital social souscrit à concurrence de SOIXANTE-DIX virgule DEUX CENT CINQUANTE EUROS (70.250 EUR) en vue de porter le capital social souscrit à SOIXANTE-DIX-SEPT MILLE TROIS CENT VINGT- TROIS virgule SEPT CENT VINGT-CINQ EUROS (77'323.725 EUR) par la création et l'émission de deux mille huit cent dix (2'810) nouvelles actions, d'une valeur nominale de ZERO virgule ZERO VINGT-CINQ EUROS (0,025 EUR) chacune, et jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

IV.- Que toujours en vertu des pouvoirs lui conférés en vertu de l'Article CINQ (5) des statuts, le conseil d'administration a supprimé ou limité dans la mesure nécessaire le droit préférentiel de souscription des actionnaires existants et a accepté la souscription de la totalité des deux mille huit cent dix (2'810) actions par les souscripteurs tel qu'il est spécifié dans la liste de souscription suivant le procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 26 juin 2013.

V.- Que toutes les nouvelles actions ont été totalement souscrites par les mêmes souscripteurs dont il est fait référence dans ledit procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration et libérées intégralement, avec paiement d'une prime

d'émission d'un montant de CINQ CENT QUATRE-VINGT-DIX-NEUF MILLE SEPT CENT QUATRE-VINGT-DIX virgule CENT DIX EUROS (599'790.110 EUR), par un versement en numéraire à la Société, de sorte que la somme totale de CINQ CENT QUATRE-VINGT-DIX-NEUF MILLE HUIT CENT SOIXANTE virgule TROIS CENT SOIXANTE EUROS (599'860.360 EUR), se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant par la présentation des pièces justificatives de libération.

VI.- Que suite à la réalisation de cette augmentation du capital social souscrit, le premier alinéa de l'Article CINQ (5) des statuts est modifié en conséquence et a désormais la teneur suivante:

Art. 5. (premier alinéa). «Le capital social souscrit émis est fixé à SOIXANTE-DIX-SEPT MILLE TROIS CENT VINGT-TROIS virgule SEPT CENT VINGT-CINQ EUROS (77'323.725 EUR) divisé en trois millions quatre-vingt-douze mille neuf cent quarante-neuf (3'092'949) actions d'une valeur nominale de ZERO virgule ZERO VINGT-CINQ EUROS (0,025 EUR) chacune.»

VII.- Que suite à la réalisation de cette augmentation du capital social souscrit, le deuxième alinéa de l'Article CINQ (5) des statuts est modifié en conséquence et a désormais la teneur suivante:

Art. 5. (deuxième alinéa). «Le capital autorisé de la société est fixé à cent soixante-quatorze mille cinq cent cinquante-deux virgule trois cent soixante-quinze euros (174'552.375 EUR) divisé en six millions neuf cent quatre-vingt-deux mille quatre-vingt-quinze (6'982'095) actions d'une valeur nominale de zéro virgule zéro vingt-cinq euros (0,025 EUR) chacune.»

Frais

Les frais incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de deux mille euros.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise déclare que sur la demande de la personne comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction française. A la requête de la même personne comparante et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, passé à Howald, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à la personne comparante, connue du notaire par ses nom, prénom usuels, état et demeure, ladite personne comparante a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. JASICA, J.-J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 9 juillet 2013. Relation: EAC/2013/8893. Reçu soixante-quinze Euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): A. SANTIONI.

Référence de publication: 2013100140/144.

(130121465) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2013.

Trentelacs S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 93.726.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-seventh of June.

Before Us M^e Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

Is held an extraordinary general meeting (the "Meeting") of the shareholders of "TRENTELACS S.A." a société anonyme in liquidation governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, established and having its registered office in L-1330 Luxembourg, 48 Boulevard Grande Duchesse Charlotte, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register, section B, under number 93726, incorporated pursuant to a deed of M^e Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, on the 9th of May, 2003, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 649 of the 14th June, 2003 (the "Company in Liquidation").

The meeting is Chaired by Mr. Jean-Marie BETTINGER, private employee, professionally residing in Luxembourg.

The Chairman appoints as Secretary Mr. Antoine WIDEHEN, private employee, residing professionally in Luxembourg.

The meeting elects as Scrutineer Mrs. Magali FETIQUE, private employee, professionally residing in Luxembourg.

The board of the Meeting having thus been constituted, the Chairman has declared and requested the officiating notary to state:

A) That the agenda of the Meeting is the following:

Agenda:

1. Approval of the Liquidator's Report and of the Auditor's Report on the Liquidation
2. Discharge of the Liquidator and of the Auditor of the liquidation.
3. Closure of the liquidation.

4. Keeping of the books and documents of the Company.

5. Any other business.

B) That the shareholders, present or represented, as well as the number of their shares held by them, are shown on an attendance list; this attendance list is signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders, the members of the board of the Meeting and the officiating notary.

C) That the proxies of the represented shareholders, signed ne varietur by the members of the board of the Meeting and the officiating notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

D) That the whole corporate capital being present or represented at the present Meeting and that all the shareholders, present or represented, declare having had due notice and got knowledge of the agenda prior to this Meeting and waiving to the usual formalities of the convocation, no other convening notice was necessary.

E) That the present Meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items on the agenda.

Then the Meeting, after deliberation, took unanimously the following resolutions:

First resolution

The Meeting received and approved the Liquidator's Report as submitted to the shareholders by T&F Luxembourg S.A., a Société Anonyme, having its registered office at 48 Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, and registered with the Trade and Companies register of Luxembourg under section B, number 152573 on its capacity as Liquidator.

This report, signed ne varietur by the members of the bureau will be kept attached to these minutes.

Second resolution

Having approved the Auditor's liquidation report, namely Veridice s.à r.l., having its registered office at 48 Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, the Meeting resolved to approve the liquidation accounts and to grant full and unconditional discharge to T&F Luxembourg S.A., predesignated, on its capacity as the Liquidator for its performance and mandate on the liquidation of the Company and to Veridice s.à r.l., predesignated, on its capacity as the Auditor of the liquidation, for its performance and mandate on the audit perform until today.

The Auditor's liquidation report, signed ne varietur by the members of the bureau will be kept attached to these minutes.

Third resolution

The Meeting resolved the closure of the liquidation and recorded and noticed that the société anonyme TRENTLACS S.A. has definitively being liquidated and does not exist anymore.

Fourth resolution

The meeting decides that the accounts and other documents of the Company will remain deposited for a period of five years at least at the former registered office of the company, and that all the sums and assets eventually belonging to shareholders and creditors who wouldn't be present at the end of the liquidation will be deposited at the same place for the benefit of all it may concern.

There being no further business on the agenda, the Chairman has adjourned the Meeting and declared it closed.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately evaluated at nine hundred and fifty Euros (EUR 950.-).

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the appearing persons, known to the notary by their name, first name, civil status and residence, the said appearing persons have signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le vingt-sept juin;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'"Assemblée") de "TRENTELACS SA", une société anonyme en liquidation, régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, établie et ayant son siège social à L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 93726, constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, en date du 9 mai 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 649 du 14 juin 2003 (la "Société en liquidation").

L'assemblée est présidée par Monsieur Jean-Marie BETTINGER, employé privé, demeurant à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Antoine WIDEHEN, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Magali FETIQUE, employée privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter:

A) Que la présente Assemblée a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Approbation du rapport du liquidateur et du commissaire de contrôle à la liquidation.
2. Décharge accordée au liquidateur et au commissaire de contrôle à la liquidation.
3. Clôture de la liquidation.
4. Conservation des livres et documents de la Société.
5. Divers.

B) Que les actionnaires, présents ou représentés, ainsi que le nombre de actions possédées par chacun d'eux, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés, les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que les procurations des actionnaires représentés, signées ne varietur par les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée et que les actionnaires, présents ou représentés, déclarent avoir été dûment notifiés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette Assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'Assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée générale a pris connaissance du et a approuvé le rapport de la société T&F Luxembourg S.A. ayant son siège social au 48 Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 152573, en sa qualité de commissaire à la liquidation pour en avoir effectué la lecture.

Ce rapport après avoir été signé ne varietur par les membres du bureau, restera annexé au présent procès-verbal.

Deuxième résolution

Adoptant les conclusions du rapport du commissaire de contrôle à la liquidation, savoir Veridice s.à r.l., ayant son siège social à L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, l'assemblée générale approuve les comptes de liquidation et donne décharge pleine et entière, sans réserve ni restriction à la société anonyme T&F Luxembourg S.A., prédésignée, pour sa gestion de la liquidation de la Société, et à la société Veridice s.à r.l., prédésignée, pour ses travaux de vérification effectués à ce jour.

Le rapport du commissaire de contrôle à la liquidation après avoir été signé ne varietur par les membres du bureau, restera annexé au présent procès-verbal

Troisième résolution

L'Assemblée générale prononce la clôture de la liquidation et constate que la société anonyme «TRENTELACS SA» a été clôturée et a définitivement cessé d'exister.

Quatrième résolution

L'assemblée décide en outre que les livres et autres documents de la Société resteront déposés pendant une période de cinq ans au moins à l'ancien siège social et que toutes les sommes et valeurs éventuelles revenant aux membres et aux créanciers qui ne se seraient pas présentés à la clôture de la liquidation seront déposés au même endroit au profit de qui il appartiendra.

En l'absence d'autres points à l'ordre du jour, le Président a ajourné l'Assemblée.

103431

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à neuf cent cinquante euros (EUR 950,-).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête des comparants le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes comparants, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, état civil et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: J-M. BETTINGER, A. WIDEHEN, M. FETIQUE, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 juillet 2013. LAC/2013/30517. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Référence de publication: 2013100188/147.

(130121011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2013.

Trius Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 176.707.

In the year two thousand and thirteen, on the nineteenth day of June,

Before Maître Joëlle Baden, civil law notary, residing in Luxembourg,

There appeared:

Trius Holdings S.C.A., a société en commandite par actions incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register section B number 176.699 (the "Sole Member"), duly represented by its general partner Trius S.A., a société anonyme incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under Section B number 176.684,

here itself represented by Mrs Caroline RONFORT, private employee, residing in Luxembourg, 20, avenue Monterey, by virtue of a proxy, given on 18 June 2013, in Luxembourg,

which proxy, after having been signed ne varietur by the proxy-holder and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

Such appearing party is the sole member of Trius Investments S.à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register section B number 176.707, incorporated pursuant to a notarial deed on 11 April 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, on 11 June 2013, number 1378 (hereafter the "Company"). The articles of association of the Company have not been amended yet.

The appearing party, representing the entire share capital, requested the undersigned notary to act that the agenda of the meeting is as follows:

Agenda

1. Increase of the share capital of the Company from its current amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), represented by one million two hundred fifty thousand (1,250,000) shares, having a par value of one euro cent (EUR 0.01) each, up to one million euro (EUR 1,000,000), through the issue of ninety eight million seven hundred fifty thousand (98,750,000) new shares, having a par value of one euro cent (EUR 0.01) each, by a contribution in cash;

2. Subsequent amendment of paragraph 6.1.1 under Article 6 of the articles of association of the Company.

The appearing party, representing the entire share capital, represented as stated above, took the following resolutions:

First resolution:

The Sole Member resolves to increase the share capital from its current amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), represented by one million two hundred fifty thousand (1,250,000) shares, having a par value of one euro

cent (EUR 0.01) each, up to one million euro (EUR 1,000,000), through the issue of ninety eight million seven hundred fifty thousand (98,750,000) new shares, having a par value of one euro cent (EUR 0.01) each.

The ninety eight million seven hundred fifty thousand (98,750,000) new shares of the Company are subscribed and entirely paid-up by the Sole Member, through a contribution in cash of an amount of three hundred and forty-eight million six hundred and thirty-one thousand nine hundred and seventy-two euro and ninety-three cent (EUR 348,631,972.93), out of which nine hundred eighty seven thousand and five hundred euro (EUR 987,500) shall be allocated to the share capital of the Company and three hundred forty-seven million six hundred and forty-four thousand four hundred and seventy-two euro and ninety-three cent (EUR 347,644,472.93) shall be allocated to the share premium.

Further to the capital increase, the Sole Member holds all one hundred million (100,000,000) shares of the Company.

The subscribed shares of the Company have been fully paid up in cash by the Sole Member, so that the total amount of three hundred and forty-eight million six hundred and thirty-one thousand nine hundred and seventy-two euro and ninety-three cent (EUR 348,631,972.93) is at the disposal of the Company, as it has been shown to the undersigned notary.

Second resolution:

As a consequence of the above resolution, paragraph 6.1.1 under Article 6 of the articles of association of the Company is amended and shall now read as follows:

" **6.1.1.** The Company' corporate capital is fixed at one million euro (EUR 1,000,000), represented by one hundred million (100,000,000) shares (parts sociales) of one euro cent (EUR 0.01) each, all fully subscribed and entirely paid up."

There being no further business, the meeting is closed.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that, upon request of the proxy-holder of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; and upon request of the same proxy-holder of the appearing party, in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

The document having been read to the proxy-holder of the above appearing party, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le dix-neuf juin.

Par devant Maître Joëlle Baden, notaire, de résidence à Luxembourg,

A comparu:

Trius Holdings S.C.A., une société en commandite par actions constituée et existante sous les lois du Luxembourg, ayant son siège social au 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg à la section B sous le numéro 176.699 Associé Unique)), dûment représentée par son associé commandité Trius S.A., une société anonyme constituée et existante sous les lois du Luxembourg, ayant son siège social au 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la Section B numéro 176.684,

elle-même ici représentée par Madame Caroline RONFORT, employée privée, résidant à Luxembourg, 20 avenue Monterey, en vertu d'une procuration donnée le 18 juin 2013, à Luxembourg.

Ladite procuration, signée «ne varietur» par le mandataire de la comparante et par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La comparante est l'associé unique de Trius Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B numéro 176707, constituée suivant acte notarié le 11 avril 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, le 11 juin 2013, numéro 1378 (ci-après la «Société»). Les statuts n'ont pas été modifiés depuis.

La comparante, représentant l'intégralité du capital social, a requis le notaire soussigné de prendre acte que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Augmentation du capital social de la Société de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), représenté par un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un cent d'euro (EUR 0,01) chacune, à un montant d'un million d'euros (EUR 1.000.000), par l'émission de quatre-vingt-dix-huit millions sept-cent cinquante mille (98.750.000) parts sociales, d'une valeur nominale d'un cent d'euro (EUR 0,01) chacune, par un apport en numéraire;

2. Modification subséquente du paragraphe 6.1.1 de l'article 6 des statuts de la Société.

La comparante, représentant l'intégralité du capital social, représentée comme indiqué ci-avant, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), représenté par un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un cent d'euro (EUR 0,01) chacune, à un montant d'un million d'euros (EUR 1.000.000), par l'émission de quatre-vingt-dix-huit millions sept-cent cinquante mille (98.750.000) parts sociales, d'une valeur nominale d'un cent d'euro (EUR 0,01) chacune.

Les quatre-vingt-dix-huit millions sept-cent cinquante mille (98.750.000) nouvelles parts sociales sont souscrites et entièrement libérées par l'Associé Unique par un apport en espèces d'un montant de trois cent quarante-huit millions six cent trente et un mille neuf cent soixante-douze euros et quatre-vingt-treize cents (EUR 348,631,972.93), dont neuf cent quatre-vingt-sept mille cinq cents euros (EUR 987.500) sont alloués au capital social de la Société et trois cent quarante-sept millions six cent quarante-quatre mille quatre cent soixante-douze euros et quatre-vingt-treize cents (EUR 347,644,472.93) sont alloués à la prime d'émission.

Suite à l'augmentation de capital, l'Associé Unique détient un million (1.000.000) de parts sociales de la Société.

Les parts sociales de la Société ainsi souscrites ont été entièrement libérées en numéraire par l'Associé Unique, de sorte que le montant total de trois cent quarante-huit millions six cent trente et un mille neuf cent soixante-douze euros et quatre-vingt-treize cents (EUR 348,631,972.93) est à la disposition de la Société, tel qu'il a été démontré au notaire soussigné.

Seconde résolution:

A la suite à la résolution précédente, le paragraphe 6.1.1 de l'article 6 des statuts de la Société est modifié et aura désormais la teneur suivante:

« **6.1.1.** Le capital social est fixé à un million d'euro (EUR 1.000.000) représenté par cent millions (100.000.000) de parts sociales d'une valeur de 0,01 EUR (un cent), toutes entièrement souscrites et libérées.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que, sur demande du mandataire de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du mandataire de cette même comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au représentant de la comparante, ce dernier a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: C. RONFORT et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 21 juin 2013. LAC/2013/28604. Reçu soixante quinze euros € 75,-

Le Receveur (signé): THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 4 juillet 2013.

Référence de publication: 2013100170/125.

(130121438) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2013.

G Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 113.280.

Extrait des résolutions prises lors du Conseil d'Administration tenu le 13 juin 2013

Le Conseil d'Administration prend note de la démission avec effet immédiat de Madame Luisella Moreschi aux fonctions d'administrateur de la société et décide de nommer en remplacement Monsieur Marc Bodelet, Juriste, né le 07 novembre 1965 à Ixelles (Belgique) et demeurant professionnellement au 8 Boulevard Royal L-2449 Luxembourg.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2016.

Cette nomination fera l'objet d'une ratification lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Le Conseil d'Administration prend également note de la volonté de l'administrateur Madame Patricia Jupille de reprendre son nom de jeune fille OSIEKA.

Luxembourg, le 13 juin 2013.

Pour G INVEST S.A.

Signature

Référence de publication: 2013097846/18.

(130118852) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

TPG Growth -Yahtzee S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 400.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5C, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 117.328.

In the year two thousand and thirteen, on the thirteenth day of June,

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

TPG Yahtzee Holdings S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg having its registered office at 5C, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg (the "RCS") under number B 156.843, represented by Paul Florin, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy dated 12 June 2013 (which after being signed ne varietur, shall remain attached to the present deed to be submitted with it to the registration formalities), being the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of TPG Growth-Yahtzee S.à r.l., a société à responsabilité limitée having its registered office at 5C, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, registered with the RCS under number B 117.328 (the "Company").

The Company was incorporated on 9 June 2006 by a deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1600 on 23 August 2006. The articles of association of the Company were amended for the last time by a deed of the undersigned notary, on 4 June 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations dated 20 August 2010, number 1707.

The Sole Shareholder declared and requested the notary to record the following:

The Sole Shareholder holds all the outstanding shares issued by the Company, so that decisions can be validly taken on all items of the agenda.

The items on which decisions are to be passed are as follows:

1. Increase of the issued share capital of the Company by an amount of one hundred one thousand nine hundred and five Euros (EUR 101,905) so as to bring it from its current amount of two hundred ninety-eight thousand ninety-five Euros (EUR 298,095) to four hundred thousand Euros (EUR 400,000) by the issue of ten million one hundred ninety thousand five hundred (10,190,500) new shares each with a nominal value of one Euro cent (EUR 0.01) (the "New Shares") for a total subscription price of one hundred one thousand nine hundred and five Euros (EUR 101,905) (the "Subscription Price").
2. Subscription to the New Shares by the Sole Shareholder of the Company by way of contribution in cash.
3. Allocation of an amount of one hundred one thousand nine hundred and five Euros (EUR 101,905) to the share capital of the Company.
4. Amendment of article 5 the articles of association of the Company in order to reflect the share capital increase.

The Sole Shareholder adopted the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolved to increase the issued share capital of the Company by an amount of one hundred one thousand nine hundred and five Euros (EUR 101,905) so as to bring it from its current amount of two hundred ninety-eight thousand ninety-five Euros (EUR 298,095) to four hundred thousand Euros (EUR 400,000) by the issue of ten million one hundred ninety thousand five hundred (10,190,500) new shares each with a nominal value of one Euro cent (EUR 0.01) (the "New Shares") for a total subscription price of one hundred one thousand nine hundred and five Euros (EUR 101,905) (the "Subscription Price").

The Sole Shareholder, here represented as aforementioned, subscribed to the New Shares and paid them in full up by way of a contribution in cash of the aggregate amount of one hundred one thousand nine hundred and five Euros (EUR 101,905). Evidence of the payment of the Subscription Price was shown to the undersigned notary.

The Sole Shareholder resolved to allocate an amount of one hundred one thousand nine hundred and five Euros (EUR 101,905) to the share capital of the Company.

Second resolution

The Sole Shareholder resolved to amend article 5 of the articles of association of the Company as follows:

" **Art. 5. Share capital.** The issued share capital of the Company is set at four hundred thousand Euros (EUR 400,000) divided into forty million (40,000,000) shares with a par value of one Euro cent (EUR 0.01) each. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association".

Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company are estimated at EUR 1,500.-.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the party hereto, the present deed was drafted in English followed by a French translation; at the request of the same appearing person in case of divergences between the English and French version, the English version will be prevailing.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg on the day before mentioned.

After reading these minutes, the proxyholder of the appearing party signed together the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille treize, le treizième jour du mois de juin.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

TPG Yahtzee Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 5C, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, étant immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (le «RCS») sous le numéro B 156.843, représentée par Paul Florin, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 12 juin 2013 (laquelle, après avoir été signée ne varietur, restera annexée au présent acte afin d'être soumise aux formalités de l'enregistrement), étant l'associé unique (l'«Associé Unique») de TPG Growth-Yahtzee S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 5C, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, étant immatriculée auprès du RCS sous le numéro B 117.328 (la «Société»).

La Société a été constituée le 9 juin 2006 suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1600 du 23 août 2006. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois le 4 juin 2010 suivant acte reçu par le notaire soussigné, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1707 du 20 août 2010.

L'Associé Unique a déclaré et requis le notaire d'acter ce qui suit:

L'Associé Unique détient l'intégralité des parts sociales en circulation émises par la Société, de sorte que des décisions peuvent être prises valablement sur l'ensemble des points portés à l'ordre du jour.

Les points sur lesquels des résolutions doivent être adoptées sont les suivants:

1. Augmentation du capital social émis de la Société d'un montant de cent un mille neuf cent cinq euros (101.905 EUR) afin de le porter de son montant actuel de deux cent quatre-vingt-dix-huit mille quatre-vingt-quinze euros (298.095 EUR) à quatre cent mille euros (400.000 EUR) par l'émission de dix millions cent quatre-vingt-dix mille cinq cents (10.190.500) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale d'un centime d'euro (0,01 EUR) chacune (les «Nouvelles Parts Sociales») pour un prix total de souscription de cent un mille neuf cent cinq euros (101.905 EUR) (le «Prix de Souscription»).

2. Souscription aux Nouvelles Parts Sociales par l'Associé Unique de la Société par voie d'un apport en numéraire.

3. Allocation d'un montant de cent un mille neuf cent cinq euros (101.905 EUR) au capital social de la Société.

4. Modification de l'article 5 des statuts de la Société afin de refléter l'augmentation de capital.

L'Associé Unique a adopté les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique a décidé d'augmenter le capital social émis de la Société d'un montant de cent un mille neuf cent cinq euros (101.905 EUR) afin de le porter de son montant actuel de deux cent quatre-vingt-dix-huit mille quatre-vingt-quinze euros (298.095 EUR) à quatre cent mille euros (400.000 EUR) par l'émission de dix millions cent quatre-vingt-dix mille cinq cents (10.190.500) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale d'un centime d'euro (0,01 EUR) (les «Nouvelles Parts Sociales») pour un prix total de souscription de cent un mille neuf cent cinq euros (101.905 EUR) (le «Prix de Souscription»).

L'Associé Unique, ici représenté comme il est dit, a souscrit aux Nouvelles Parts Sociales et les a intégralement libérées par voie d'un apport en numéraire d'un montant total de cent un mille neuf cent cinq euros (101.905 EUR). Preuve du paiement du Prix de Souscription a été montrée au notaire soussigné.

L'Associé Unique a décidé d'allouer un montant de cent un mille neuf cent cinq euros (101.905 EUR) au capital social de la Société.

Seconde résolution

L'Associé Unique a décidé de modifier l'article 5 des statuts comme suit:

« **Art. 5. Capital social.** Le capital social émis de la Société est fixé à quatre cent mille euros (400.000 EUR) divisé en quarante millions (40.000.000) de parts sociales d'une valeur nominale d'un centime d'euro (0,01 EUR) chacune. Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution des associés adoptée de la manière requise pour la modification des présents statuts.»

103436

Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit qui incomberont à la Société, sont estimés à EUR 1.500,-.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes qu'à la demande de la partie aux présentes, le présent acte a été rédigé en anglais, suivi d'une traduction en langue française; à la demande de la même personne comparante, en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture du présent procès-verbal, le mandataire de la partie comparante et le notaire ont signé le présent acte.

Signé: P. FLORIN et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 19 juin 2013. Relation: LAC/2013/28142. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - Délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 16 juillet 2013.

Référence de publication: 2013100185/123.

(130121429) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2013.

Wazzamba SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 144.233.

L'an deux mille treize, le cinq juillet.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

Monsieur Michaël ZIANVENI, juriste, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, agissant en tant que mandataire de la société anonyme "WAZZAMBA S.A.", immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous numéro B 144233, ayant son siège social à Luxembourg au 18, rue de l'Eau, en vertu d'une résolution du conseil d'administration pris en date du 24 juin 2013 dont une copie certifiée conforme restera annexée au présent acte pour être enregistrée en même temps.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentaire d'acter les déclarations suivantes:

I.

La société "WAZZAMBA SA." fut constituée sous forme d'une société anonyme suivant acte de Maître Joseph EL-VINGER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 19 décembre 2008, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 331 du 14 février 2009.

Les statuts de la société ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois par acte du notaire instrumentaire en date du 28 mars 2013, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 1291 du 31 mai 2013.

II.

Ladite société a actuellement un capital entièrement souscrit et intégralement libéré de six cent cinq mille trois cent soixante euros et quatre-vingt-quinze cents (EUR 605.360,95) représenté par soixante millions cinq cent trente-six mille quatre-vingt-quinze (60.536.095) actions d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune.

Le conseil d'administration est autorisé à augmenter le capital social en une ou plusieurs tranches jusqu'à cinquante millions d'euros (EUR 50.000.000,-), dont un montant de quarante-cinq mille euros (EUR 45.000,-) est réservé aux fins d'exécution du Share Option Plan.

En conséquence, il est autorisé et chargé de réaliser cette augmentation de capital, et spécialement:

- d'émettre les actions nouvelles éventuelles en une ou plusieurs fois et par tranches, sous réserve de la confirmation de cette autorisation par une assemblée générale des actionnaires tenue endéans un délai expirant au cinquième anniversaire de la publication de l'acte du 19 décembre 2008 au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, en ce qui concerne la partie du capital qui, à cette date, ne serait pas encore souscrite et pour laquelle il n'existerait pas, à cette date, d'engagement de la part du conseil d'administration en vue de la souscription;

- de fixer l'époque et le lieu de l'émission intégrale ou des émissions partielles éventuelles;

- de déterminer les conditions de souscription et de libération;

- de faire appel, le cas échéant, à de nouveaux actionnaires;

- d'arrêter toutes autres modalités d'exécution se révélant nécessaires ou utiles et même non spécialement prévues en la présente résolution;

- de faire constater en la forme requise les souscriptions des actions nouvelles, la libération et les augmentations effectives du capital et enfin;

- de mettre les statuts en concordance avec les modifications dérivant de l'augmentation de capital réalisée et dûment constatée, le tout conformément à la loi modifiée du 10 août 1915, notamment avec la condition que l'autorisation ci-dessus doit être renouvelée tous les cinq ans.

Sous respect des conditions ci-avant stipulées, le conseil d'administration est autorisé à augmenter le capital social, même par incorporation des réserves libres.

III.

Que le conseil d'administration, par la décision précitée prise en date du 24 juin 2013 et en conformité des pouvoirs à lui conférés aux termes de l'article 3 alinéa 2 et suivants des statuts, a décidé l'augmentation de capital à concurrence d'un montant de quatre-vingt-trois mille trois cent trente-trois euros et trente-trois cents (EUR 83.333,33), le tout assorti d'une prime d'émission d'un million quatre cent seize mille six cent soixante-six euros et soixante-sept cents (EUR 1.416.666,67) pour le porter de son montant actuel de six cent cinq mille trois cent soixante euros et quatre-vingt-quinze cents (EUR 605.360,95) représenté par soixante millions cinq cent trente-six mille quatre-vingt-quinze (60.536.095) actions d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, à un montant de six cent quatre-vingt-huit mille six cent quatre-vingt-quatorze euros et vingt-huit cents (EUR 688.694,28) avec émission correspondante de huit millions trois cent trente-trois mille trois cent trente-trois (8.333.333) actions d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune.

En exécution de la résolution du conseil d'administration précitée en date du 24 juin 2013, les huit millions trois cent trente-trois mille trois cent trente-trois (8.333.333) actions d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune ont été souscrites et intégralement libérées comme suit, sachant que les actionnaires ont expressément renoncé à leur droit de souscription préférentiel:

- Par Monsieur Enrico BRAGLIA, né le 13 juin 1964 à Milan, Italie, résident à Fürst Johannes Strasse 16, 9094 Vaduz, Liechtenstein à concurrence de huit millions trois cent trente-trois mille trois cent trente-trois (8.333.333) actions nouvelles d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01), le tout assortie d'une prime d'émission d'un montant total de un million quatre cent seize mille six cent soixante-six euros et soixante-sept cents (EUR 1.416.666,67), libérées par un apport en espèces.

Ladite augmentation de capital ainsi que la prime d'émission soit un montant total d'un million cinq cent mille euros (EUR 1.500.000,-) a été entièrement libérée en espèces ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

VI.

A la suite de l'augmentation de capital qui précède, l'article 3 alinéa 1^{er} des statuts, aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 3. Alinéa 1^{er}.** Le capital social est fixé à six cent quatre-vingt-huit mille six cent quatre-vingt-quatorze euros et vingt-huit cents (EUR 688.694,28) divisé en soixante-huit millions huit cent soixante-neuf mille quatre cent vingt-huit (68.869.428) actions d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune. »

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, les comparants ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: M. Zianveni et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 9 juillet 2013. LAC/2013/31810. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juillet 2013.

Référence de publication: 2013100222/84.

(130121371) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2013.

Redevco Prime Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.

R.C.S. Luxembourg B 112.066.

EXTRAIT

Il résulte de l'Assemblée Générale Ordinaire de la Société qui s'est tenue en date du 28 juin 2013 au siège social que:

Suite à la réélection de tous les administrateurs sortants, leurs mandats se terminant lors de l'Assemblée statuant sur les comptes de l'exercice 2013, le Conseil d'Administration se compose de:

- Fabrice HUBERTY, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle à L-1255 Luxembourg, 48 rue de Bragance, Président du Conseil.

- Raf BOGAERTS, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle à L-1255 Luxembourg, 48 rue de Bragance.

- Robert SMEELE, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle à CH-6300 Zug, Grafenauweg 10, Suisse.
- John DRURY, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle à Londres, Standbrook House, 1st floor, 2-5 Old Bond Street, W1S 4 PD, Angleterre.
- Johny SERÉ, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle à B-1804 Vilvoorde, Jean Monnetlaan, Belgique.
- Marcel EGGENKAMP, administrateur de sociétés, 224 Wibautstraat, 1097 DN Amsterdam, Pays-Bas.

A été réélu comme réviseur d'entreprises agréé, son mandat prenant fin lors de l'Assemblée qui se prononcera sur les comptes de l'exercice 2013:

- Ernst & Young, ayant son siège social à L-5365 Munsbach, 7 rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2.

Référence de publication: 2013097231/22.

(130118224) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Square Meter S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 32.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 142.182.

Il est porté à la connaissance du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg et afin de mettre à jour les informations inscrites auprès de celui-ci:

- que Monsieur Patrick Goldschmidt, né à Luxembourg le 2 février 1970 avec adresse au 13, Rue Arthur Herchen, L-1727 Luxembourg est le représentant permanent de la société ELBERTON PROPERTIES S.A. inscrite au numéro RCS B 106391 et ayant son siège social suite à son transfert de siège intervenu le 16 décembre 2012 au 12D Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg, à partir du 15 avril 2013.

Luxembourg, le 15 avril 2013.

Pour SQUARE METER S.A.

Référence de publication: 2013097302/16.

(130117508) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Syneco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-7343 Steinsel, 14, rue des Templiers.

R.C.S. Luxembourg B 85.034.

L'an deux mille treize, le cinq juillet.

Par-devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

Monsieur Cyrus NESHVAD, indépendant, ayant demeuré à L-8315 Olm, 6 Op der Wiss, demeurant actuellement à L-7343 Steinsel, 14, rue des Templiers.

Lequel comparant déclare qu'il est l'associé unique de la société à responsabilité limitée SYNECO S.A R.L., avec siège social à L-8081 Bertrange, 97, rue de Mamer, constituée suivant acte reçu par Maître Aloyse BIEL, alors notaire de résidence à Capellen, en date du 14 décembre 2001, publié au Mémorial C numéro 535 en date du 5 avril 2002. Les statuts de constitution ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par Maître Aloyse BIEL, alors notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 12 février 2009, publié au Mémorial C numéro 848 en date du 21 avril 2009.

Ceci exposé, l'associé représentant l'intégralité du capital social, a déclaré vouloir se considérer comme dûment convoqué en assemblée générale extraordinaire et, sur ordre du jour conforme dont il reconnaît avoir eu connaissance parfaite dès avant ce jour, a pris la résolution suivante sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

- Transfert du siège social et modification de l'article cinq des statuts.

Résolution unique

L'associé unique décide de transférer le siège social de son adresse actuelle de L-8081 Bertrange, 97, rue de Mamer à l'adresse suivante: L-7343 Steinsel, 14, rue des Templiers, et de modifier par conséquent l'article cinq premier alinéa des statuts pour lui donner la teneur suivante:

Art. 5. (1^{er} alinéa). «Le siège social est établi dans la commune de Steinsel.»

103439

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la société des suites de ce document sont estimés approximativement à neuf cents euro (EUR 900.-).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par ses nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Neshvad, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 5 juillet 2013. Relation: LAC/2013/31411. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 16 juillet 2013.

Référence de publication: 2013100160/40.

(130120907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2013.

Trois I, Investissements Industriels Internationaux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 117.051.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 7 mai 2013:

Après en avoir délibéré, l'Assemblée Générale renomme:

- Monsieur Diego STEFANEL, avec adresse professionnelle au 15, Via Larga, I-20122 Milan, aux fonctions d'administrateur;

- Monsieur Daniele Alessandro CARDOSO, avec adresse professionnelle au Piazza Duse 3, I-20122 Milan, aux fonctions d'administrateur;

- Monsieur Jacques RECKINGER, avec adresse professionnelle au 40, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, aux fonctions d'administrateur;

- Monsieur Enzo LIOTINO, avec adresse professionnelle au 38, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, aux fonctions d'administrateur;

- Monsieur Claudio TOMASSINI, avec adresse professionnelle au 40, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, aux fonctions d'administrateur.

Leurs mandats respectifs prendront fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2015.

L'Assemblée Générale renomme comme commissaire aux comptes:

- FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG, société anonyme, 38, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2015.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Référence de publication: 2013097318/27.

(130117922) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

The Coffee S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 13.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 136.678.

Il est porté à la connaissance du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg et afin de mettre à jour les informations inscrites auprès de celui-ci:

- que le siège social de l'associé NATIONWIDE MANAGEMENT SERVICES S.A., société inscrite au numéro RCS B 45906 est situé suite à son transfert de siège du 16 décembre 2012 au 12D Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg.

- que le siège social du gérant NATIONWIDE MANAGEMENT S.A., société inscrite au numéro RCS B 99746 est situé suite à son transfert de siège du 16 décembre 2012 au 12D Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg.

Luxembourg, le 15 avril 2013.

Pour THE COFFEE S.à r.l.

Référence de publication: 2013097328/16.

(130117161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Universal Strategy Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 148.877.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire, tenue à Luxembourg, le 12 juin 2013:

L'assemblée Générale Ordinaire décide:

- de nommer, avec effet à la date d'agrément qui sera émise par la Commission de Surveillance du Secteur Financier, Madame Sandrine Roux en qualité d'Administrateur de la Société pour une période d'un an se terminant avec l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Référence de publication: 2013097354/15.

(130117920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Trade Receivables Investment Vehicle Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 165.220.

Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés tenue le 9 juillet 2013 au siège de la société, il a été décidé:

- De nommer comme nouveau gérant unique avec effet immédiat, pour une durée indéterminée:

* Monsieur Giuseppe CATALDO résidant professionnellement au 19-21 Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg

* Monsieur Riccardo ZORZETTO résidant professionnellement au 19-21 Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour TRADE RECEIVABLES INVESTMENT VEHICLE S.à r.l.

Société Européenne de Banque S.A.

Banque Domiciliaire

Signature

Référence de publication: 2013097317/20.

(130117626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.

Win Invest-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 146.805.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2012 ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Win Invest-SPF

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013097369/13.

(130117724) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2013.
